

Soutien aux sans-papiers le 30 à 14 h 30 place de la République

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
28 novembre au 4 décembre 1996



10,00 F

Fracture gouvernementale Juppé contesté par Giscard

LORSQU'ILS S'OPPOSAIENT À une décision du sultan ou se révoltaient contre son autorité, les janissaires, les meilleures troupes de l'Empire ottoman de la Renaissance, dont la hiérarchie, curieusement, copiait les métiers et les usages de la cuisine, renversaient les marmittes dans lesquelles cuisait leur ordinaire. De sombres nuages s'accumulaient alors sur la tête du Grand Turc.

Serait-ce en s'inspirant de cet illustre précédent que le chef de cuisine Giscard d'Estaing - Grand Turc en son temps - a décidé de renverser, la semaine dernière, la marmite du franc fort, immédiatement approuvé par le chef de rang Séguin et le plongeur Pasqua ? Rien ne va plus dans l'empire, expliquent-ils. La Chiraquie s'en va à vau-l'eau, la canaille gronde. Et le vizir Juppé nous conduit à la catastrophe. A la catastrophe électorale s'entend...

La parité surévalué du franc avec le dollar et le mark étouffe l'économie, argumentent les ci-dessus tenants de l'autre politique; un relâchement sur la parité, une dévaluation, d'à peu près 8 pour 100 par rapport aux monnaies américaine et allemande, pourrait relancer l'économie, jusqu'à 3 pour 100 de croissance l'an, dans un proche avenir.

Trois pour 100... Ah ! On commence à entendre les soupis d'aise de la majorité présidentielle, ceux de l'équipe B, les Longuet, Ballardur et autre Sarkozy. Combien d'emplois pourraient-ils «être générés», comme on dit en hexagonal, par une telle inflexion de la politique économique ? La progression du chômage pourrait-elle cesser ? Et les sondages se redresser d'autant...

L'herbe majoritaire repoussera-t-elle après le passage d'Attila Juppé ?

Il faut dire que le grand vizir Juppé a forcé sur l'assaisonnement du chickebab. Avec des résultats qui composent sans doute, dans quelques années, un morceau de choix pour les futurs étudiants de Science Po.

ISSN 0026-9433 - N° 1061

M 2137 - 1061 - 10,00 F



Commencé sous d'heureux auspices, fidèle parmi les fidèles du nouveau président élu pour réduire la fracture sociale, il culmine à presque 63 pour 100 d'opinions favorables. Il se jette au boulot - on dit, mais peut-être est-ce le service d'information de Matignon qui répand des rumeurs ? qu'il est travailleur, compétent et intègre. Intègre peut-être à la manière des hommes politiques et par comparaison avec les autres. En tout cas, il agit. Il engage une demi-douzaine de réformes. Un forcené, presque. Que disent ses amis de ce feu d'artifice gouvernemental ? Un fiasco pour la Sécurité sociale, une cote mal taillée pour l'Éducation, un salmigondis pour les impôts... Sans oublier l'échec ou plutôt la reculade s'agissant de la restructuration de la SNCF. Tant et si bien que notre tâcheron réformateur décroche un nouveau diplôme, celui du premier ministre de la V^e République le plus impopulaire dans les sondages : 73 pour 100 de nos concitoyens ne lui font plus confiance.

Des gazettes, parfois, se font l'avocat de ce qu'elles nomment son «courage». Juppé Pacha se serait attaqué aux «corporatismes», et ses derniers ne l'aurait guère ménagé. Mais que sont donc ces corporatismes du diable ? «Des chasses gardées», répond-on du côté des ministères, «des citadelles de pouvoir», poursuit-on. Pas de définition, des commentaires : on caractérise, on dénonce, on fustige, on ne définit jamais. Parce que lesdits corporatismes ne sont rien de moins qu'une grande partie des habitants de notre si douce France. Ceux qui ont encore un emploi à durée indéterminée, par exemple, et qui militent pour la réduction du temps de travail afin que des chômeurs soient embauchés dans les entreprises du privé comme du public; ceux qui pensent que la retraite par répartition demeure la plus juste et marque un progrès parce qu'elle exprime la solidarité entre les générations; ceux qui considèrent que la dette de la Sécurité sociale provient, pour une très grande part, des créances que le patronat n'honore pas; ceux qui ont la conviction que l'enseignement public ne doit pas se réduire à un appareil de sélection des élites, baptisées républicaines pour faire joli. Les corporatismes, ce sont les organisations et les statuts professionnels, les conventions collec-

tives, les dispositions du Code du travail mêmes. Ce qui résiste, tant que faire se peut, à la déferlante libérale qui entend tout réguler par l'offre et la demande.

la misère au cœur de l'opulence

Sans ces corporatismes-là, le bilan social de Juppé et de ses prédécesseurs serait encore plus dramatique. Ainsi les instituts économiques nous apprennent que quatre millions de nos contemporains, dont un million de Rmistes, survivent avec moins de 3 000 F par mois; que deux millions de travailleurs sont payés au Smic (4 972 F net mensuel); que le chômage a encore augmenté en 1996, dépassant les trois millions de sans-emploi, un actif sur huit.

Cette situation terrible au cœur de nos villes et de nos campagnes ne résulte nullement d'une crise économique qui aurait vu la production s'effondrer, les profits s'affaïsser, les banqueroutes briser les familles de la bourgeoisie comme le chômage détruit celles des prolétaires... Bien au contraire, en dix ans, la richesse de la France, quatrième puissance économique mondiale, s'est accrue d'un quart, avec une augmentation du produit intérieur brut de 1 500 milliards et un revenu distribuable qui a progressé de 1 348 milliards, ce qui correspond, selon les experts en économie, à un gain de 2 000 F par mois pour chacun. Oui, pour chacun, si tout était réparti avec un minimum d'égalité.

Les drames humains engendrés par la misère et la vie au rabais, toutes ces existences humaines réduites à la portion congrue, ne sont dus, répétons-le sans cesse, qu'à une mauvaise répartition, une redistribution trop inégalitaire des richesses. Durant cette décennie d'opulence, les chômeurs ont vu leur situation se dégrader et les salariés maintenir ou augmenter modérément leur pouvoir d'achat, selon qu'ils étaient en bas ou en haut de la hiérarchie salariale. Ce sont les propriétaires - ceux des revenus financiers - qui ont fait main basse sur tout le reste. Et il n'est pas inutile de rappeler que, dans la patrie des droits de l'homme, un pour 100 des familles possèdent trent-cinq pour 100 des richesses mobilières et immobilières - ceux-là

sont les nantis et les privilégiés. Leur richesse se nourrit de la pauvreté des banlieues et des hameaux.

Personne, jamais, à leur rencontre ne parle de corporatisme. Et pourtant, le patronat public et privé, les actionnaires, les thésauriseurs de valeurs mobilières et immobilières, les propriétaires, les riches et les puissants, les hommes et les femmes du managérisme et de la jet society ne composent-ils pas un corporatisme, le plus dominant, le plus impérialiste, le plus meurtrier des corporatismes : l'État et les forces politiques qui le gèrent et l'utilisent au mieux de leurs intérêts ?

avant le gué

Pour ceux-là, le Juppé cogne tel un forcené sur tout ce qui ne s'aligne pas au

cordeau de la loi des marchés financiers. Peut-être pense-t-on qu'il y serait allé un peu fort...

Les janissaires retournaient seulement leurs marmittes lorsque la solde manquait ou que la soupe devenait trop claire, et jamais parce que les galériens étaient mal nourris.

Il en va de même des contestataires de la majorité présidentielle : ils veulent changer de cheval avant le gué des élections législatives. Mais ils conserveront la même route, la même orientation.

Parce que nous le savons maintenant. Il n'y a pas d'opposition parlementaire au libéralisme. Seul le mouvement social et la rue peuvent s'opposer à lui et le faire reculer.

J. Toublet
groupe Pierre-Besnard

EDITORIAL

Evoquons-nous compère François Villon, qui ripailait à la Pomme de pin et fut «occis par justice» à Montfaucon ? En ce lieu même où, quelques siècles plus tard, Louise Michel fut saisie par la maréchaussée parce qu'elle accompagnait des affamés qui volaient du pain. «Frères humains qui après nous vivez, n'ayez les cœurs contre nous endurcis», nous chante toujours François, immortalisant l'illégalisme et la poésie médiévale.

Puis, c'est La Boétie qui se fait entendre, un jeune homme d'entre Périgord et Guyenne ; il nous parle de servitude volontaire, d'une voix emplie de lucidité et de courage : «Pour avoir la liberté, il ne faut que la désirer... Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres», dit-il encore à tous les hommes.

Combien d'autres se mêlent à ces fantômes ? Ton ancêtre qui fut camisard. Ou bien le tien qui leva un mousquet contre les gabelous. Ou le mien peut-être, dont j'aime à penser qu'il fut un républicain des pays de l'Ouest. Bien décidé à se débarrasser des prêtres, de la dime et du Saint-Frusquin, maintenant que le ci-devant roi Louis Capet avait payé ses crimes. Avec tous ces beaux messieurs de la noblesse, les descendants des Francs qu'ils disaient, qui croyaient que leur sang était bleu - du racisme, déjà. La République était belle alors; il suffisait d'y venir pour être accueilli comme un frère.

On songe à Varlin, dont la «jeune tête méditative» n'avait jamais eu que des pensées fraternelles avant d'être brisée par la soldatesque. A ceux de l'Internationale. Aux camarades de la CGT qui voulaient répondre à la guerre par la grève générale.

Voilà notre France à nous. Avec celle qui se cotisait pour acheter des armes pour l'Espagne et qui partait combattre dans les colonnes de la CNT-FAI. Ou qui accueillait les antifascistes de toute l'Europe. Les citoyens du monde qui sont français de souche se reconnaissent dans ces gens-là.

Ils affirment enfin, et avec conviction, qu'ils conchient le Front national, dans sa totalité.

F P 2520

Anarcho-syndicalisme

Construire une alternative de lutte

ORGANIZE! est un groupe qui plaide et travaille pour la création d'un mouvement syndical nouveau et révolutionnaire. Dans cet article nous essayons de définir exactement ce que nous voulons dire quand nous parlons d'un syndicat révolutionnaire, et nous proposons des voies dans lesquelles il est possible de commencer à jeter les bases d'un tel mouvement.

patrons et le gouvernement le font maintenant. Un mouvement qui soit ouvert à toute la classe ouvrière, salariée ou non, où la solidarité n'est pas un simple slogan. Nous ne voulons rien d'autre que le meilleur pour notre classe, et cela ne signifie pas « un juste salaire pour un bon travail ». Cela signifie, à court terme, l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, de meilleures conditions de

directe et de la démocratie directe. La démocratie directe signifie que toutes les décisions doivent être prises à la base, sur le lieu de travail, par tous. L'action directe signifie que nous décidons toute action que nous supposons la mieux adaptée pour atteindre nos buts – sans compter sur des intermédiaires. Les décisions incombent à ceux qui les arrêtent et qui sont dans la meilleure position pour décider des

stratégies qui conduiront au succès, car ne provenant pas d'un exécutif national éloigné. Un tel mouvement doit aussi rejeter le corporatisme des syndicats du mouvement ouvrier traditionnel et se constituer en **branch**e industrielle. Chacun dans un secteur **doit** être dans le même syndicat, qu'il soit agent de nettoyage, secrétaire, ingénieur, employé, peu importe – nous devons travailler pour unir et non pour diviser notre classe.

comme étant des « clients » auxquels ils fournissent des services tels que cartes bancaires, prêts, assurances, hypothèques, etc. Les syndicats se sont de plus en plus séparés de la source du pouvoir des travailleurs – du lieu de travail – et le mouvement vers les supersyndicats va accroître cette tendance. Nous devons commencer le travail de construction d'un mouvement syndical révolutionnaire avec sa base sur le lieu de travail. Ainsi Organize! préconise la mise en place de réseaux pour travailler à ce but. Initialement ces réseaux doivent fournir l'information et le support aux travailleurs en lutte. Ils doivent fournir l'information et le support aux travailleurs en lutte. Ils doivent fournir une structure pour les travailleurs militants afin de mettre en place leurs propres objectifs, leur but à long terme étant, bien sûr, la création d'un syndicat anarcho-syndicaliste.

Bien que rejetant les syndicats traditionnels au-delà même de toute réforme, nous continuerons à travailler dans leur sein afin de combattre pour les intérêts de la classe ouvrière. Cependant, nous allons promouvoir la résistance sur le lieu de travail et ne pas nous en tenir lors des élections syndicales aux plates-formes prétendues « radicales ». C'est dans l'organisation du lieu de travail et non pas dans les nouveaux supersyndicats que le futur de la classe ouvrière tient.

Des organisations locales construites sur des bases géographiques

Si le conflit de classe dans l'usine doit devenir un défi vraiment révolutionnaire face au capitalisme, cela nécessite une base organisationnelle pour le développer et le répandre. Les réseaux industriels sont notre réponse à l'inadéquation du syndicalisme mais, sans un très large mouvement de solidarité, ils peuvent s'organiser seulement autour de revendications ouvrières spécifiques. Pour surmonter cela, nous proposons aussi la construction d'un syndicat anarcho-syndicaliste sur une base locale ou communautaire. Grâce à la mise en place d'unions locales, nous pouvons lier problèmes et réseaux industriels à des préoccupations locales et, en même temps, faire que le rôle des groupes soit la solidarité avec une perspective de classe et une étendue d'activités bien plus large que ce que le réseau peut couvrir.

La création d'unions locales ou de centres de solidarité, rassemblant les militants ayant le même état d'esprit de n'importe quelle industrie ou d'aucune – unissant les travailleurs, qu'ils soient salariés ou chômeurs, dans un même espace géographique – nous permettrait de participer aux conflits en nous assurant que, quel qu'en soit l'aboutissement, leçons et expérience seraient utilisées à bon compte. Nous n'avons pas besoin de groupes n'ayant qu'une seule revendication

même s'ils sont vastes et participatifs, même s'ils sont forts et militants, nous souhaitons des groupes qui vont tenter d'orienter toutes les revendications dans une perspective de classe. Nous avons besoin d'un mouvement autant fondé sur nos communautés que sur le lieu de travail. Dans ce sens, l'anarcho-syndicalisme peut donner un caractère de classe aux luttes qui affectent la classe populaire ouvrière.

L'Association internationale des travailleurs (AIT)

Ce ne sont pas, somme toute, des idées nouvelles, un tel mouvement syndical a une histoire de part et d'autre du monde. Plus les syndicats s'acoquinent avec le patronat, ou le respectent, plus ils s'écartent de la réalité quotidienne de ceux qu'ils représentent. Nous voyons là que l'anarcho-syndicalisme ou des syndicats révolutionnaires sont plus nécessaires que jamais.

Comme nous l'avons dit, de tels syndicats ont, à travers le monde, une longue tradition. Plus notablement en Espagne durant la guerre civile de 1936 à 1939, où le syndicat anarcho-syndicaliste, la CNT, fut le pivot et l'origine d'une révolution sociale, qui fut en fin de compte écrasée par les forces combinées du fascisme, du capitalisme et du stalinisme.

Après la mort de Franco, la CNT réapparut comme une force conséquente en Espagne montrant le chemin aux anarcho-syndicalistes du monde entier. Aujourd'hui les organisations anarcho-syndicalistes, des groupes de propagande aux syndicats organisés, sont fédérés internationalement à travers l'Association internationale des travailleurs (International workers association – IWA).

Bien que pas encore affilié à l'AIT, Organize! s'inspire de ses travaux et de ses luttes, et se voit comme un élément d'une lutte mondiale pour les travailleurs sur la base des besoins de chacun – à l'opposé d'un système fondé sur l'avidité. Étant donné la faillite de la démocratie sociale, la nécessité d'une alternative anarcho-syndicaliste ne s'est jamais faite aussi pressante! Aidé-nous à construire une telle alternative!

Article paru dans *Organize!* hiver 95-96. Traduit par Arnaud et Claudie

(1) TUC : Trade-union congress

Organize! The voice of anarcho-syndicalism.
P.O. Box 505. Belfast. BT11 9EE North Ireland

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.



Un syndicat révolutionnaire et anarcho-syndicaliste est par nécessité à la fois politique et économique, fondé sur l'industrie et nos communautés, indépendamment de tout parti politique et des bureaucraties. Un mouvement syndical qui reconnaît que travailleurs et patrons n'ont aucun intérêt commun et qui, lorsqu'il lutte pour des revendications quotidiennes comme la paye et les conditions de travail, sait que pour gagner des avantages décisifs ou des victoires sur le capitalisme il faut nous en débarrasser.

Nous voulons un mouvement des travailleurs qui soit convaincant et qui s'engage dans la lutte des classes avec la même conviction que les

travail. En fait, nous voulons ce que la classe moyenne considère comme un dû. Pourquoi n'aurions-nous pas des maisons décentes pour tous. Aussi, nous les construisons nous-même!

Nous voulons cela et même plus. Mais cela doit être aux dépens des patrons et non des travailleurs. Il est certain que les quinze dernières années nous ont montré que ne rien faire et seulement contempler les attaques menées contre une partie des travailleurs, ne nous a conduits nulle part, et a porté les patrons dans la position où ils sont aujourd'hui.

De tels syndicats doivent être fondés sur les principes de l'action

Réseaux industriels contre « supersyndicats »

Face à la crise qui est à la fois idéologique et financière, nous avons vu une poussée des fusions entre syndicats ces dernières années. La création des nouveaux « supersyndicats » pourrait être un développement bienvenu si elle était mue par un désir d'accroître la force industrielle des travailleurs. Le problème est que ces fusions sont inspirées seulement par la viabilité financière et le désir des bureaucraties syndicales de maintenir leurs postes bien payés en haut de la hiérarchie syndicale.

Depuis 1979, les syndicats subissent une chute des adhésions d'où il résulte des difficultés financières. Selon les chiffres de TUC (1), 10 % des cotisations vont directement aux riches banquiers pour rembourser les dettes du syndicats.

En conséquence de ces fusions, les bureaucraties syndicales se sont éloignées de leur base et ont opté pour des formes syndicales à la manière américaine : les syndicats de métiers. Les syndicats de façon croissante, se voient eux-mêmes comme des groupes de pression qui seront capables d'influencer le gouvernement par l'usage de négociateurs professionnels qui expriment élégamment leurs points de vue sans la nécessité d'une action ouvrière. Au même moment, ils ont développé une vision de leurs membres

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays À partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Gardons la tête froide

Je voudrais apporter quelques réflexions, développées et partagées avec plusieurs compagnons depuis un an, au cours de plusieurs manifestations.

En quelques mois, de manif en manif, exceptées celles pour la défense de l'industrie de l'armement, les défilés où flottent les drapeaux rouges et noirs sont devenus plus imposants. De la manifestation pour le droit des femmes du 25 novembre 1995 à celles pour soutenir les sans-papiers en passant par le G7, sans oublier toutes celles du mouvement social de novembre-décembre 1995, la présence des couleurs rouge et noir, des slogans libertaires, des banderoles anti-autoritaires s'est faite plus forte.

Deux aspects sont importants dans ces démonstrations de rue. Premièrement se faire connaître, et même si les médias sont peu disert sur nous, ils ne peuvent plus totalement nous ignorer. Deuxièmement se faire reconnaître de tous ceux qui descendent dans la rue, se retrouver, se voir de plus en plus nombreux cela nous encourage pour retrouver des luttes locales souvent difficiles. Mais si nous nous devons d'être enthousiastes, il faut néanmoins se garder de faire du triomphalisme. Pourquoi un tel engouement et comment y faire face, telles sont les deux questions que nous pouvons nous poser depuis l'année dernière.

Avec la chute du mur de Berlin discreditant de manière définitive toutes les variantes marxistes, et une offensive ultralibérale sans précédent, une partie de la population, au début accablée, commence à vouloir réagir. Parallèlement, on assiste à une attirance pour la mouvance anti-autoritaire qui peut relever, à mon avis, de trois explications.

Quand les anarchistes bénéficient de la recomposition de la gauche

Ainsi, à l'occasion des soixante ans de la guerre d'Espagne, toute une histoire a été découverte ou redécouverte par des centaines de milliers de personnes voir des millions. Il y a eu, bien sûr, le film de Ken Loach avec plus de 600 000 entrées, mais aussi toute une série de

documentaires, notamment sur Arte, qui parfois ont tranché avec ce que l'on avait l'habitude d'entendre. Toute une diffusion d'écrits sur l'Espagne a entraîné des achats de bouquins sur le mouvement révolutionnaire en général. Les éditions bourgeoises s'y sont mises également et on peut trouver des ouvrages de Thoreau ou de Bakounine dans les centres Leclerc!

Il est certain que, un peu partout, des gens s'inscrivent dans une logique de révolte par rapport au système, la conjonction s'est alors faite avec ce passé, cette révolution gommée par l'histoire officielle. Pour quelques-uns d'entre nous, les couleurs noir et rouge sont devenues un symbole avec lequel nous pouvons nous identifier. L'affect ne doit pas forcément être absent de nos préoccupations révolutionnaires. Malgré tout il faut se garder de passer du symbolisme au fétichisme. Ce que l'on peut qualifier de manière négative, d'effet de mode, n'est pas passé inaperçu puisque la CGT française-éducation a sorti des autocollants rouge et noir, sans démagogie aucune évidemment!

Par ailleurs, nous constatons un vide politique total sur de plus en plus de sujets. A propos de la venue de Jean-Paul II, cela a été flagrant, les libertaires étaient pratiquement seuls. En conséquence de quoi un grand nombre d'individus isolés, pas spécifiquement libertaires, sans être non plus hostiles, n'ont pas eu d'autres choix que de se retrouver dans les cortèges libertaires.

Ce n'est un secret pour personne que le glissement à droite de la plupart des organisations politiques s'accélère sérieusement depuis quelques années. Les réformistes sont devenus libéraux et les révolutionnaires réformistes. En fait, on s'aperçoit que les organisations révolutionnaires sont actuellement peu nombreuses. La recomposition de la gauche de la gauche n'est pas achevée, mais il semble que nous allions vers la constitution d'un pôle social-démocrate avec une aile gauche et une aile droite en face d'un pôle ultralibéral avec toutes les droites.

Jamais les militants libertaires, depuis au moins cinquante ans, n'auront été aussi près de pouvoir constituer un petit pôle révolutionnaire, où ils seraient majoritaires. Un des objectifs est d'évi-

ter un « grand écart », l'éclatement des anti-autoritaires en une multitude de tendances, dû au vide causé par l'absence des autres organisations. En fait à cause de ce vide politique, nous sommes sollicités

pour agir dans des domaines que les libertaires dédaignaient auparavant, parce qu'ils étaient bien aise que d'autres s'en occupent. Par là même nous nous trouvons dans l'obligation de défendre le « moins pire », rôle tenu par les républicains de tout poil autrefois. Parce qu'ils sont délaissés par les organisations politiques traditionnelles, nous subissons une demande sur des sujets comme la laïcité, le service public...

Schématiquement on pourrait décrire ainsi le paysage libertaire français : deux organisations plus proches l'une de l'autre par la pratique et le discours qu'il y a quelques années ; la plus importante en terme d'effectifs étant moins marquée par l'aspect philosophique et beaucoup plus impliquée dans les luttes sociales au quotidien ; la seconde étant désormais plus encline à travailler en collaboration avec les autres composantes du mouvement libertaire qu'avec l'extrême gauche engagée dans cette hallucinante « entente pour l'espoir ». Il faut également compter avec un mouvement plus jeune axé sur l'antifascisme et l'anticapitalisme dont les pratiques sont loin d'être inintéressantes.

Enfin s'y ajoute une confédération



syndicale qui regroupe beaucoup de libertaires mais pas essentiellement, aussi des travailleurs qui se reconnaissent dans le syndicalisme révolutionnaire. Parmi tout ce courant anti-autoritaire, la CNT est devenue incontournable et elle n'est plus ridicule d'une manière générale.

Simplement pour que ces cortèges

continuent, qu'ils soient durables et pour dépasser l'effet de mode, tous les militants anti-autoritaires sont nécessaires, qu'ils viennent d'une organisation spécifique ou non. Il faut enraciner le rouge et le noir dans la rue, dans la société.

Cyrille Gallion. - groupe Berkman

Une manif sans éclat

Samedi 23 novembre 1996, à Paris, il y a eu une manifestation de soutien au groupe NTM que l'on aurait souhaité plus dense. Était-ce qu'elle avait été insuffisamment annoncée ou doit-on incriminer la mauvaise volonté des organisations politiques et syndicales, peu soucieuses de défilé dans les rues de Paris en compagnie des « jeunes des banlieues », d'une part, et de celle de ces mêmes jeunes qui craignent de se retrouver au côtés des dites organisations ? Il faut dire que les MJS les encadraient avec le sérieux triste qu'on leur connaît. Toujours est-il que nous n'étions que quatre à cinq mille pour une tristounette marche de la République à la Nation (sans passer par la case Bastille). Toujours les mêmes têtes, les mêmes semi-professionnels de la manifestation... Avec quand même quelques surprises, comme la présence du SFA (Syndicat Français des Artistes interprètes) que l'on ne voit que rarement sortir ses militants dans les rues, trop occupés que sont ces redoutables dinosaures stals à briser les grèves, ils n'auront mobilisés qu'une poignée de militant. Mais ne nous empressons pas de leur jeter la pierre puisque nous n'avons guère fait beaucoup mieux.

Il n'y a pas de quoi se réjouir devant une si minable mobilisation alors que le motif est si important. C'est tout de même la liberté de parler, chanter, écrire et créer qui est en danger, ces temps-ci. Partout, de Valognes, à Toulon et à Paris, de sérieux coups de boutoirs sont donnés pour faire s'effondrer le mur de la création et de l'expression, que celle-ci soit littéraire, musicale ou journalistique. Les censeurs de tous poils (flics, curetons, juges et autres coincés du cul ou du neurone) peuvent se reposer en paix sur le matelas hideux de la bêtise et de l'intolérance... ils ne rencontrent qu'une bien pitoyable résistance. Au

Le Monde libertaire en prison.

Un détenu politique basque de la maison centrale d'Yzeure nous informe que le Monde libertaire et Charlie Hebdo sont venus enrichir la « cantine journaux » de l'établissement. Même si Minute y reste disponible — au nom de la Liberté de la presse et de la libre circulation des idées (motif de la Direction de la prison pour maintenir le titre à la cantine en dépit des réclamations) —, nous nous réjouissons de cette petite victoire sur la bêtise remportée par les compagnons de Moulins-Yzeures et leur envoyons nos salutations.

Le comité de rédaction du Monde libertaire.

En bref

● L'union locale FA de Rennes (groupe Sabate et groupe La Commune) disposent maintenant d'un local. Celui-ci vient d'ouvrir au 7, rue Malakof. Des permanences y sont tenues le mercredi de 14 à 21 heures et le samedi de 14 à 17 heures. Ce local représente une chance unique de développement pour l'anarchisme à Rennes. Un appel à souscription est lancé auprès de tous ceux pour qui cette aventure est aussi sympathique qu'essentielle, afin de pouvoir démarer dans les meilleures conditions de multiples activités : bibliothèque, librairie, audiodthèque, vidéothèque... A bientôt au local si vous passez par Rennes ! Adressez vos dons à ACL, c/o MJC la Paillette rue

du près de bris, 35000 Rennes - ccp 4 962 98 B Rennes.

● Le groupe Pierre Besnard vend le Monde libertaire tous les dimanches de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la place des Fêtes, 19^e.

● Le collectif libertaire de Toulon a une page sur internet : <http://www.worldnet.fr/~jfr>. Adresse e mail : jfr@worldnet.fr. On peut aussi y contacter les militants de la FA et ceux du réseau No pasaran

● Le groupe libertaire de Tours vend le Monde libertaire le vendredi après-midi de 16 à 18 heures et le samedi matin de 11 à 12 heures rue du Bois Meirin à Chartres.

De la nécessité de l'organisation spécifique anarchiste en milieu libertaire

LE MOUVEMENT ANARCHISTE et anarcho-sindicaliste en Europe traverse actuellement une période de turbulences. Certains articles parus dans *Le Monde Libertaire*, ainsi que les embrouilles provoquées par divers groupes ou personnes lors de la manifestation anti-G7, à Lyon, en juin dernier, pourraient faire croire que la Fédération anarchiste de langue française prend, par exemple, partie pour telle ou telle scission affectant l'Association internationale des travailleurs (AIT). Pour que les choses soient bien claires, il nous paraît important de rappeler quelle est notre position à ce sujet et comment globalement nous sommes nombreux à envisager les choses.

Tout d'abord, en tant qu'organisation spécifique libre et autonome, nous nous refusons à nous ingérer dans les affaires internes des autres organisations, à commencer par les sections de l'AIT. Que certains camarades aient des penchants, ou davantage même, pour tel ou tel courant, c'est évident, normal et admissible. Le contraire serait étonnant et inquiétant. Mais quand ces camarades sont amenés à donner le point de vue de la FA - d'après nos principes de base, rien ne les oblige d'ailleurs à le faire s'ils sont en désaccord, en contrepartie de quoi ils sont tenus à une réserve ou à s'exprimer en leur nom personnel - ils doivent respecter mandats et principes de base. C'est la nature de notre contrat fédératif librement consenti.

Dans nos principes de base, il est clairement précisé que notre journal : *Le Monde Libertaire*, « ne peut être l'organe d'une seule tendance ». Nous savons aussi bien que quiconque que notre propre journal ne respecte pas toujours ce principe. Nous savons aussi qu'aucune organisation ne peut se targuer d'être parfaite, ni sans contradictions ni sans pluralité. Il nous appartient en tous cas de régler les dérapages dans notre propre instance décisionnelle, le Congrès.

Lors du Congrès de Toulouse de 1984, la Fédération anarchiste s'est donné pour mandat de ne pas prendre partie dans les scissions que connaissait la CNT espagnole, dont l'une est devenue l'actuelle CGT espagnole. Depuis, ce mandat n'a pas été annulé : quoi qu'on en pense, cette décision reste effective. Outre notre refus d'ingérence, cette attitude s'explique par la prudence, surtout à cette époque où il était encore difficile pour tous les camarades de s'informer correctement. Elle s'explique aussi par notre propre réalité historique et militante.

En effet, les membres de la Fédération anarchiste peuvent être adhérents dans différents syndicats (CGT, CFDT, FO, SUD, CRC, CNT...) : ils choisissent leur syndicat en fonction de sa combativité dans leur entreprise, ici et maintenant, sinon en fonction de ses perspectives. Suivant les endroits, les syndicats réformistes peuvent laisser une plus ou moins grande marge de manœuvre à l'action anarcho-sindicaliste. Les membres de la FA n'adhèrent donc pas automatiquement à la CNT française.

La France fut pendant longtemps l'un des rares pays où, à l'exception des syndicats chrétiens qui étaient très minoritaires avant 1945, il y eut une organisation syndicale unitaire : la vieille CGT, que les anarchistes avaient d'ailleurs largement aidé à construire à ses débuts. Malgré sa dérive réformiste, la mainmise des communistes sur la CGTU après 1922 et la création de la CGTSR en 1926, le sentiment unitaire, avant 1945, fut toujours suffisamment fort dans le mouvement ouvrier français pour conduire, par exemple, à la réunification de la CGT en 1936. Fallait-il que les anarchistes de France rompent l'unité et quittent l'organisation syndicale la plus représentative de la classe ouvrière ?

Les choses se sont compliquées en 1947 avec une nouvelle scission de la CGT dont est partie la branche anti-stalinienne (social-démocrate mais aussi troskyste, anarchiste ou autre) pour fonder FO (Force ouvrière). A cette époque, la plupart des

presqu'aucun membre de 1947 ! Ce passé explique aussi, en partie, certaines des tensions actuelles.

Mais à chaque pays, à chaque situation, correspond une histoire particulière du mouvement ouvrier révolutionnaire. Nous, anarchistes fédérés en France, avons par exemple parfois du mal à comprendre pourquoi la FAI espagnole désire rester dans la clandestinité mais il est des éléments du passé et donc du présent qui déterminent cette attitude. En ce qui nous concerne, en France, nous maintenons notre choix d'une Fédération anarchiste, organisation spécifique qui propage l'anarchisme dans tous les secteurs possibles de la société, en particulier dans le mouvement ouvrier et les luttes sociales, d'une organisation qui regroupe le plus

nous préparer en conséquence : agir dans les mouvements de masse, agir dans une perspective révolutionnaire. Nous savons aussi qu'il faut à la fois faire évoluer les luttes et les consciences, combiner l'agitation et l'éducation. L'outil qui nous semble le plus adapté pour cela, c'est la Fédération anarchiste, c'est l'organisation spécifique. Pas toute seule, certes, mais avec elle.

Ce n'est pas seulement pour une raison tactique, pour s'adapter en l'occurrence à la situation de la société et du mouvement ouvrier en France, afin de rassembler le maximum d'anarchistes qui, sinon, seraient éparpillés dans divers syndicats ou associations. C'est aussi pour une raison stratégique plus profonde. Toute l'histoire du mouvement anarchiste, et même du mouvement ouvrier ou révolutionnaire, a en effet montré qu'un syndicat, ou même

une organisation, pouvait se bureaucratiser sinon s'embourgeoiser, non pas à cause du nombre, mais à cause des positions, de ses com-

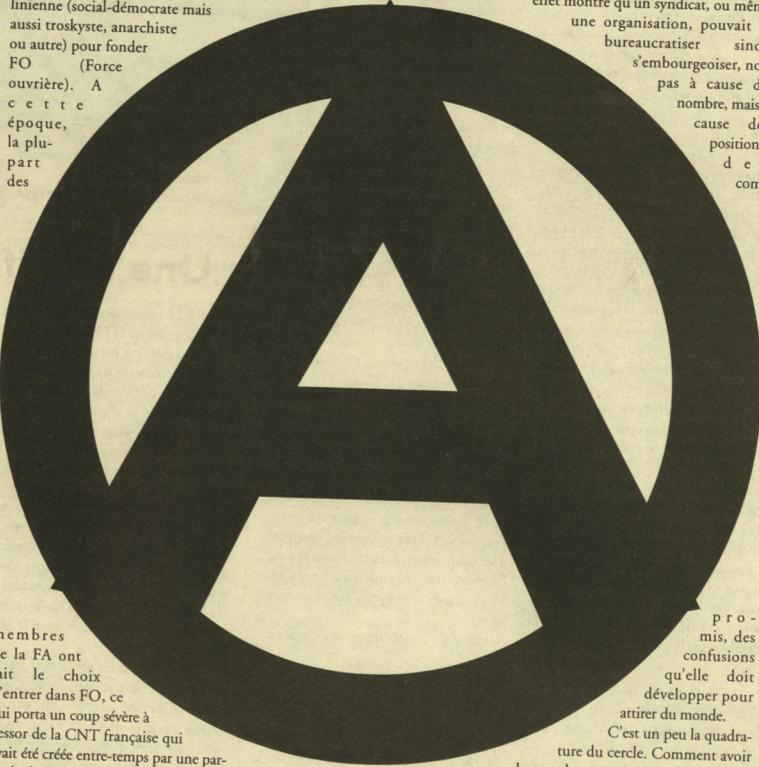
Il y a enfin une raison essentielle pour prôner la fédération des anarchistes, une raison conforme à la logique de notre projet de société. De la même façon que le monde du travail, de l'entreprise, du bureau, de la ferme ou de l'atelier, n'est pas le seul champ de l'activité sociale, et par conséquent pas le seul champ de la lutte sociale et révolutionnaire, nous pensons que la société future ne sera pas seulement organisée en syndicats mais qu'il y aura une multitude de groupements et d'associations au sein desquels s'épanouira la commune. Syndicats-communes-associations, voilà le tryptique du fédéralisme libertaire que nous sommes nombreux à envisager. Comme nos moyens sont indissociables de nos fins, il faut d'ores et déjà pratiquer ce mode pluriel d'organisation.

Bien sûr, et contrairement à ce qu'affirment les bookchinistes, les anarcho-sindicalistes ont intégré la commune dans leur projet de société, tout comme dans leur mode d'organisation (les unions locales, les fédérations d'UL au détriment des fédérations d'industries, ou dans leurs expériences du passé). Mais, tout comme les anarcho-sindicalistes dans leur recrutement et leur organisation partent de l'entreprise pour aller vers la commune, nous, fédérés dans l'organisation spécifique, nous partons de la commune pour aller vers l'entreprise. Pour beaucoup d'entre nous, il n'y a nul antagonisme, nulle concurrence, nulle contradiction entre les deux types d'organisation, entre les deux pratiques. Mieux : il faut perfectionner les lieux de rencontre entre les deux.

Il est temps de dépasser les passions et de transcender de douloureux héritages. Certains avaient prédit qu'avec l'effondrement du bloc de l'Est la voie serait automatiquement libre pour l'anarchisme. Même si le mouvement anarchiste s'est effectivement renforcé un peu partout dans le monde, nous avons bien vu que cela ne se passait pas non plus comme cela. Par ailleurs, nous pouvons constater l'impasse toujours plus grande des mouvements marginaux, plus ou moins folkloriques, plus ou moins radicaux, qui ont trouvé leur niche écologique dans un système qui, plus que jamais, tolère le « laisser faire » quand ça l'arrange. Dans une société en phase de décomposition, la marginalisation d'une fraction de la population et la flambée d'émeutes peuvent en effet être d'utiles soupapes de sécurité et de répression.

Le temps n'est plus aux querelles et aux discordes. Il y a de la place pour un grand front libertaire où cohabitent avec ses coups de gueule mais aussi ses coups de cœur toutes les organisations anarchistes et anarcho-sindicalistes qui se placent résolument et avec cohérence, c'est-à-dire sans compromission avec l'État ou le Capital, sur le terrain social. Dans cet esprit et dans cette perspective, l'Internationale des fédérations anarchistes a un rôle à jouer.

Le secrétariat
aux Relations Internationales
de la Fédération anarchiste



membres de la FA ont fait le choix d'entrer dans FO, ce qui porta un coup sévère à l'essor de la CNT française qui avait été créée entre-temps par une partie des héritiers de la CGTSR et surtout, avec l'aide des réfugiés anarcho-sindicalistes espagnols.

Ce choix en faveur de FO était motivé par le désir de rester dans une organisation de masse, au plus près de la classe ouvrière et contre les stalinien. A l'époque, la CFTC, transformée ultérieurement en CFDT (une manœuvre joliment réussie par la gauche chrétienne), ne pesait pas lourd. Que ce choix se soit révélé finalement bon ou mauvais à l'aune de 1996, chacun est libre d'en juger. Toujours est-il que les cénétistes, dont une fraction des exilés espagnols, en ont beaucoup voulu à la Fédération anarchiste. Certains lui en veulent encore, même si depuis, les générations se sont presque totalement renouvelées à la FA et qu'il n'y reste

chistes possible sur ces bases, qui soit autonome et qui refuse d'entrer dans certaines querelles qui nous échappent en partie.

Cela ne signifie pas que nous ne réfléchissons pas ou que nous n'ayons pas notre avis sur ce qui se passe ailleurs. Mais comme toujours, il ne faut pas perdre de vue notre objectif. Notre finalité, c'est l'anarchie, la disparition du salariat, des classes sociales, des hiérarchies, de l'autorité dans tous les domaines. Comment y parvenir ? Nous savons qu'un mouvement de masse et qu'une rupture révolutionnaire sont indispensables pour cela. Nous savons aussi que nous ne serons pas les seuls à ce moment-là et que nous ne serons pas l'avant-garde : simplement la minorité agissante. Nous devons doublement

pro-mis, des confusions qu'elle doit développer pour attirer du monde.

C'est un peu la quadrature du cercle. Comment avoir du monde tout en restant ferme sur ses positions ? Car un syndicat ouvrier n'a pas réellement de signification ni de portée s'il a peu d'adhérents et s'il n'a pas d'influence sur les événements. Ou alors il devient une organisation spécifique bis avec l'inconvénient et la confusion de ne pas le dire clairement. Bien sûr, la quantité des adhérents ne fait pas nécessairement la qualité, et réciproquement. Mais une organisation spécifique qui se construit essentiellement sur des raisons idéologiques nous semble plus apte à développer un projet de société radical, révolutionnaire et cohérent. D'ailleurs, pourquoi le besoin s'en est-il fait sentir dans le mouvement anarchiste mondial ? Le danger de bureaucratisation ne lui échappe pas, mais il est de fait moindre, à condition qu'elle ne perde pas son identité.

Nous po
militants
partie, co
passée (I

M. L. : Et
Annie :
d'Expérim
d'Énergie
militaires
ils nomme
car les con
spécific de
moment de
des contr
CEP. Le co
représente
des dizaine
C'est le mi
itaires ne v
passé comm
réclamaient
bonne foi,
propriétai
l'argent à la
a eu une of
trente ans é
plus d'actua
nagé puisqu
saient plus à
souterrains.
pour Mahin
ces terres
déchets qu'i
avait des raz
Comme tou
l'île entière
hectares (soi
de cet achat
pollution. De
l'opposition
de béton ra
D'ailleurs su
militaire Rea
passé un cor
décontaminé
toutes les ter



démonter tous
qui recouvre to
constitué l'un d
sont en cours
indemnité. Mor
à la France pou
zone militaire c
d'aller sur ces
même un mur e

C'est loin la Polynésie ?

deuxième partie

Nous poursuivons ici la parution de l'interview de militants syndicalistes polynésiens dont la première partie, consacrée au colonialisme, avait paru la semaine passée (ML n° 1060).

M. L. : Et les militaires dans tout ça ?

Annie : A Reao, tout ce qui appartient au CEP (Centre d'Expérimentation du Pacifique) – qui est lié au CEA (Centre d'Énergie Atomique) – a provoqué un scandale. A Reao, les militaires prennent des terres qui appartiennent à des familles. Ils nomment quelqu'un qui se retrouve gérant de la location car les contrats de location sont pour trente ans. Ces contrats spécifient que la terre est rendue telle qu'elle a été trouvée au moment de la location. A Reao dans les années 60, on a établi des contrats de trente ans renouvelables, à la discrétion du CEP. Le contrat était établi avec une personne qui voulait bien représenter la famille. Le loyer était dérisoire : exemple pour des dizaines d'hectares, 8000 CFP (soit environ 450 FF ndlr). C'est le militaire qui touchait l'argent. Mais les vrais propriétaires ne voyaient jamais la couleur de leur argent. Cela s'est passé comme ça pendant des années. Parfois des propriétaires réclamaient mais l'armée répondait « Nous, nous sommes de bonne foi, nous avons signé avec quelqu'un qui disait être le propriétaire. On n'y peut rien alors dans ce cas on met l'argent à la Caisse de Dépôt et Consignations ». En 1992, il y a eu une offensive pour que les terres soient rendues. Les trente ans étaient révolus et la question du nucléaire se faisait plus d'actualité. Entre-temps les sites nucléaires avaient démenagé puisque les essais nucléaires atmosphériques ne se faisaient plus à Reao mais à Moruroa et ensuite ils sont devenus souterrains. Le CEA n'ayant plus raison d'être, il quitte Reao pour Mahina, sur l'île de Tahiti. Ils ont d'abord voulu acheter ces terres sur Reao car ils avaient déposé tellement de déchets qu'il avait fallu tout bétonner (à chaque secousse il y avait des raz de marée, la radioactivité partait dans le lagon). Comme tout était complètement pollué, ils ont voulu acheter l'île entière à des prix dérisoires d'ailleurs, 100 000 CFP les dix hectares (soit environ 5000 FF, ndlr). Les gens n'ont pas voulu de cet achat car ils sont très attachés à leur île en dépit de la pollution. Donc l'île a été rendue en 1992 avec la pression de l'opposition au nucléaire. Là les gens ont découvert des blocs de béton radioactifs – dix blockaus ont été découverts – D'ailleurs sur cette île actuellement il y a toujours une base militaire Reao et on ne peut pas y aller. Les militaires ont passé un communiqué disant que toutes les terres ont été décontaminées en 1994. On se demande comment puisque toutes les terres ont été rendues en 1992. Ils sont en train de

tiennent à la Polynésie et normalement ils devraient être rendus en l'état lorsque le CEA aura terminé ses essais. En ce moment, ils sont en train de bétonner, c'est-à-dire qu'ils sont en train de tout cacher. Ils ont démonté tout leur matériel qui ne peut plus servir. Il est normalement question de tout rendre à la population, mais on est quasi certain qu'ils ne rendront jamais rien car il est beaucoup trop dangereux que des curieux aillent vérifier les fissures de l'atoll qui sont très radioactives. On n'a pas le droit d'y aller, on a bien vu les difficultés rencontrées par Greenpeace pour faire quelques prélèvements. Actuellement il y a le laboratoire AIEA qui prend des mesures là-bas pour faire un rapport officiel. Sans remettre en cause le travail de l'AIEA, au final le Gouvernement français déformera les données. Un laboratoire qui est payé par le gouvernement ne peut pas être indépendant, aussi honnête puisse-t-il être. Il ne faut quand même pas oublier que l'AIEA a déclaré que Tchernobyl a été un incident et que le nuage s'arrêterait à la frontière.

Roland : Puisqu'on parle de la question du nucléaire, il faudrait peut-être rappeler comment les essais nucléaires ont débuté il y a trente ans ici. Au tout début, on n'a pas du tout consulté les Polynésiens. L'État français a décidé unilatéralement de mener ses essais à Moruroa. Les Polynésiens se sont d'abord battu sur la violation de leurs droits ; on construit une arme très dangereuse sur nos terres, dans notre lagon. Pour nous ceci est impardonnable et nous nous battons pour que ceci soit réparé. Ensuite on a déplacé les gens en les attirant à Moruroa et en leur proposant un salaire beaucoup plus important que s'ils avaient continué à cultiver le taro (le salaire pouvait tripler). Les gens ont quitté leurs îles, comme les Tuamotu, et sont venus s'entasser ici à Tahiti. D'autres conséquences : les gens avant Moruroa étaient autosuffisants et soudain une manne arrive. Les gens n'ont pas été prévenus des dangers qu'ils encourraient s'ils allaient travailler à Moruroa même. Par exemple, à chaque essai nucléaire, les populations ne sont même pas mises au courant ; ce sont souvent les Néo-Zélandais ou les Australiens qui nous apprennent qu'une bombe de telle puissance a été lâchée à Moruroa. C'est donc pour dire que la transparence n'a jamais été de mise dans cette affaire, bien que l'État français, le CEA clament que c'est sans danger. Tout ceci est un mensonge. Aujourd'hui des enquêtes sont menées par les ONG. La 1^{re} partie de ce travail a été terminée en décembre dernier. Elle est constituée de témoignages de gens ayant ou ayant eu des rapports directs ou indirects avec le nucléaire en Polynésie. Les gens peuvent parler maintenant qu'ils sont revenus de Moruroa, ils n'y retourneront pas. Les témoignages sont assez accablants concernant la sécurité, l'empoisonnement des poissons ou des maladies un peu curieuses qui font leur apparition. Des gens par exemple se blessent sur les coraux, vont à l'hôpital et puis on n'entend plus parler d'eux. Il faut savoir aussi qu'il y a eu des morts à Moruroa et l'État comme le CEA le nierait toujours. Ce sont des travailleurs polynésiens qui exerçaient à Moruroa. Donc pour le Polynésien, la question maintenant n'est plus de savoir si c'est nocif ou pas, il l'a constaté autour de lui : son poisson (fruits de mer, bénéitiers, etc), il ne peut plus le manger, de même que le lait de coco qui donne des diarrhées. Nous voulons mener nous-mêmes nos enquêtes avec des associations indépendantes comme par exemple Tahiti Tau ou en collaboration avec la CRIL-RAD.

Annie : En dehors de cela, le CEP a apporté beaucoup d'argent, certes. Mais il a été néfaste pour la Polynésie car il a profondément contribué à modifier la société polynésienne et en plus dans les mentalités. Les gens qui ont travaillé à Moruroa et qui ont gagné beaucoup d'argent se sont habitués à ce système. Donc l'effort n'était plus à faire. D'autre part, pour faire péter la bombe, tous les gouvernements successifs, droite et gauche, ont largement contribué à laisser ce pays sous-développé. On vous déverse de l'argent en grande quantité et en contrepartie vous nous foutez la paix. Le politique polynésien le plus malin pouvait largement se servir ; ce qui s'est passé, c'est qu'au lieu de se servir pour le bien du pays, il s'est d'abord servi pour son enrichissement personnel. Il y a de grandes familles ici, notamment les Chinois (parce qu'ils font beaucoup de commerce) et les Demis (métis) les plus clairs, qui ont été très malins et qui se sont servis. Ainsi bon nombre d'entreprises ont poussé comme des champignons et ont monté des fortunes colossales et la corruption s'est instal-

lée. En exemple, le président Gaston Flosse qui vient des îles Gambier (archipel où se situe Moruroa, ndlr) et d'une famille relativement modeste (il était instituteur quand il est entré en politique), a fêté en 1994 son 17^e milliard de CFP (environ 850 000 000 FF, ndlr) de fortune personnelle. Pour une fois il est allé le fêter aux États-Unis car il avait un peu honte, cela se savait un peu trop. Quand on sait que Chirac promet pour le Territoire 18 milliards par an pendant 10 ans... on n'est pas certain bien sûr de l'obtenir ce budget (et à la limite ce ne serait pas plus mal, comme ça on se prendrait un peu en



charge!) donc ça vous donne une idée. Ainsi 10 % de la population a tout l'argent pendant qu'il y a ici des routes dans un état lamentable, des écoles aux toits percés, les enfants des îles qui sont obligés d'émigrer à Papeete avec leur famille pour pouvoir entrer au lycée. Aucune structure n'existe dans les archipels qui sont vastes comme l'Europe entière ne l'oublions pas, tout se passe à Tahiti. L'hôpital est à Tahiti : résultat ce sont des évacuations sanitaires qui doivent se rendre à Papeete pour la moindre chose (pour les accouchements, pour les grandes maladies, etc). Qui paie cela ? la CPS, c'est-à-dire la Sécurité Sociale locale ; la corruption à ce niveau-là marche aussi. Tout est fait comme cela car aucun projet de développement digne de ce nom est mis en œuvre, c'est un développement de Tiers-Monde. Beaucoup d'argent circule mais il y a aussi en parallèle une pauvreté colossale. Il n'y a pas de développement, pas d'emplois. Flosse est content parce qu'il va créer des emplois. De quoi s'agit-il ? Construire un nouveau palais présidentiel pour lui qui va coûter un milliard et demi de CFP (75 millions de FF, ndlr), alors que des districts n'ont pas l'électricité, l'eau n'est potable qu'à 30 % sur l'île. Tout a été fait pour que le Gouvernement en place reste, donc il fallait maintenir la dépendance, le CEA, il fallait que le nucléaire puisse continuer ; l'argent affluait pour pouvoir acheter l'électorat. On n'a jamais appris aux gens le rôle des institutions, ce qui fait que les maires se comportent en véritables dictateurs : ils coupent l'électricité à un tel parce que sa tête ne lui revient pas, ils prennent l'argent qu'ils veulent. L'État ne bouge pas car c'était le prix à payer pour pouvoir faire exploser la bombe. La France a une lourde responsabilité quand elle soutient un Flosse qui devrait être en prison depuis longtemps ; il a eu douze plaintes contre lui, onze non-lieu et la douzième plainte contre un détournement de quatre milliards de FCP (200 millions de FF, ndlr) a mené à une peine de six mois avec sursis. Hier le ministre de l'environnement était en garde à vue, c'est une situation courante ici. Au niveau de Paris, la justice ne fait pas son travail. Ici les juges ne seraient pas mal mais la tête est à la botte du pouvoir et de la Chancellerie ; avant c'était pour pouvoir faire exploser la bombe, maintenant c'est pour pouvoir avoir la paix et surtout pas l'indépendance. Même si la France décide de lâcher l'indépendance, avec toute la pauvreté, la passivité et la corruption, ce pays restera toujours dépendant. Maintenant on installe des casinos avec tout ce que cela entraîne de mafia. Merci la France pour la merde qu'elle a foutu ici!

propos recueillis par Manuel et Marie-Hélène



démonter tous les bâtiments qui sont là-bas mais pas le béton qui recouvre toute la ferraille qui a servi aux essais. Reao a constitué l'un des grands scandales du nucléaire. Des procès sont en cours pour récupérer la terre en bon état et être indemnisé. Moruroa et Fangataufa, ses voisines ont été louées à la France pour la période nécessaire à l'armée ; c'est une zone militaire complète, il n'y a pas de civils et c'est interdit d'aller sur ces deux atolls. L'armée a tout bétonné, il y a même un mur en béton qui entoure l'atoll. Ces atolls appar-

Silence, on ne tourne pas

Suite aux interviews de Mikhaïl Kobakhidzé (*Monde libertaire* hors série n° 6) et de Paul Carpita (*Monde libertaire* n°1052), il nous a semblé intéressant d'organiser une rencontre entre ces deux cinéastes censurés par leurs États respectifs.

Mikhaïl Kobakhidzé : J'ai été très surpris de voir qu'en France, dans ce pays qui symbolisait pour moi la liberté d'expression, il y avait aussi des gens qui étaient empêchés de travailler.

Monde libertaire : Paul Carpita est-il le premier réalisateur français « censuré » que vous rencontrez ?

M K : Oui, je suis d'autant plus étonné que ses films sont pleins d'amour envers le prochain : il s'en dégage une humanité si profonde que je suis stupéfait qu'il y ait eu une telle censure. Quelles en ont été les raisons ?

Paul Carpita : Le *Rendez-vous des quais*, a été réalisé pendant la guerre d'Indochine. Pendant la seconde présentation publique, la police a fait irruption dans la salle pour s'emparer des bobines, puis ils m'ont arrêté et m'ont dit que le film allait être détruit. Et vous, vos films ont-ils été interdits parce qu'ils donnaient de votre pays une image qui n'était pas conforme à celle que voulaient les autorités ?

M K : Ce n'était pas la raison essentielle car je n'ai jamais essayé de montrer dans mes films une image spéciale de mon pays, c'était plus une question de forme. Les autorités avaient très bien compris que je ne me rangeais pas dans le cadre de ce qui était défini par l'art de l'Union soviétique. J'ai fait mes films dans des conditions très difficiles, principalement avec mes propres moyens financiers. Lorsque j'ai réalisé le dernier, il m'a été purement et simplement interdit d'exercer ma profession. Chez nous, c'était différent, ces gens se sont élevés contre la forme de cet art où transparaisait la liberté du réalisateur ;

PC : En somme si vous aviez été en France, vous auriez pu faire vos films, en vous bagarrant, alors que là-bas c'était impossible.

M K : Oui ici j'aurais sans doute pu les faire, et vous, vous auriez pu peut-être continuer votre œuvre en Union soviétique. (Rires)

PC : Non, je ne crois pas

M K : Je pense que si, comme ils étaient contre la guerre, un film comme le vôtre n'aurait jamais été interdit, à condition bien sûr que vous l'ayez tourné sur la France et non sur l'Union soviétique. (Rires)

M L : Vous avez été tous deux victimes de la censure mais dans votre cas, Paul Carpita, il y eu une censure à plusieurs niveaux, une censure qui ne s'avoue pas en tant que censure, je pense au silence qui a accueilli l'interdiction de votre film, et qui sanctionnait peut-être aussi sa forme. Comment l'expliquez-vous ?

PC : Il y a eu plusieurs censures. Avant tout, il ne faut pas oublier la censure gouvernementale due à la guerre d'Indochine, mais une autre censure s'y est substituée, celle de la profession, parce que notre film bousculait les normes : on avait très peu de moyens, c'est moi qui ai fait l'image, je plantais ma caméra au cœur même des gens, avec des comédiens non professionnels. Ça donnait une liberté dans le ton, dans la manière d'appréhender la réalité. A l'époque c'était nouveau, il n'y avait pas encore la nouvelle vague : tourner en décor naturel, caméra à l'épaule, à Marseille en plus, loin de Paris, ça a surpris. On a dû considérer qu'il ne s'agissait pas d'un film, car il n'avait pas été fait en studio. Nous, nous n'étions que trois à l'image. Peut-être ensuite le contexte politique a-t-il joué : après la guerre d'Indochine, c'était l'Algérie, alors on n'avait pas intérêt à faire ressortir ce film.

M L : Et vous, Mikhaïl, avez-vous été soutenu par vos collègues ?

M K : Je n'ai reçu aucun soutien de la part des collègues de ma profession, cela s'est passé de façon très tranquille.

PC : Insidieuse ?

M K : Oui. Chez nous, les gens n'avaient pas le réflexe de se battre pour obtenir quelque chose. On leur disait faites ça, et ils le faisaient. L'avantage que vous aviez sur nous, c'est que vous aviez quand même les moyens de lutter pour vos idées, pour ce que vous aviez envie de faire, et de le réaliser, tandis que, en URSS, c'était non seulement impossible, mais interdit. Alors quand il se passait quelque chose qui sortait un peu de l'ordinaire, il va de soi que personne ne prenait partie, ni n'en parlait, ou même n'évoquait simplement la chose. C'était un silence volontaire, un désir de ne pas prendre position, car chacun avait peur pour soi.

M L : Vous avez tous deux effectué un travail de recherche sur la réalité. Ne pensez-vous pas qu'au fond, c'est ce qui déplaisait aux censeurs de l'un et l'autre pays ?

M K : Les raisons des interdictions de mes films étaient nombreuses et en aucun cas ne peuvent être comparées à celles de Carpita. Mes films ne reflétaient pas la réalité dans laquelle je vivais. J'essayais d'exprimer et de transmettre ce que j'avais dans mon inconscient. Et c'est ma démarche encore aujourd'hui. Ce que je faisais ne plaisait pas à nos autorités mais je comprends parfaitement que la réalité que Paul



photo F. Vila

Carpita exprimait ne plaisait pas non plus aux vôtres.

PC : Quelque chose se dégage de vos films qui me touche beaucoup, peut être avons nous des préoccupations communes, même s'ils semblent très différents.

M K : Là où j'ai pu m'en rendre compte, c'est dans votre court métrage *La Récréation* : pour moi c'est un rêve que j'aurais eu, - réaliser un film comme celui-là. La dimension sonore y est très riche.

PC : J'ai apprécié que vous n'utilisiez pas une seule parole, vos films sont universels.

M K : J'ai une approche très attentive du son. Il y en a peu dans mes films. Je voulais qu'il agisse comme une bande musicale. Pour transmettre un rythme que je ne peux rendre par l'image, je traite les sons comme des moments du film : je ne veux pas dire qu'en utilisant le son ainsi, il retranscrit ce qui se passerait à l'image, mais qu'il l'enrichit ; la bande son prend son existence propre.

PC : Vous dites que vous ne voulez pas partir de la réalité de votre pays pour la critiquer, cependant, vos films sont une critique, par exemple lorsque l'on voit ces gens qui marchent, comme des numéros.

M K : C'est après le film auquel vous pensez, *Carrousel*, que j'ai compris que je ne devais plus toucher à ça, car j'ai été sévèrement "punir". J'ai donc trouvé une autre approche : j'ai traité l'image complètement différemment. A travers ce traitement, j'ai pu transmettre ce que je voulais. Il faut dire qu'il y avait un langage autorisé de la critique : il fallait d'abord faire des compliments cinq fois, ensuite vous aviez la permission d'émettre une petite critique. Quelquefois elle

devait être déguisée, mais même dans ce cas, il fallait avoir fait cinq compliments. Comme dans ce film j'avais dit six fois la vérité, ça ne pouvait pas marcher, la loi ne fonctionnait pas.

PC : Et maintenant ?

M K : Dans la mesure où l'URSS n'existe plus, les républiques qui en faisaient partie ont reçu leur indépendance. En ce qui concerne la Géorgie, je dirais qu'elle commence une vie nouvelle. L'expérience com-

muniste a été un échec. Toutes les formes empreintes de monstruosité sont tombées en déliquescence. Un immense espoir naît chez les gens, ils pensent qu'ils ont un moyen de s'en sortir, mais ils ne connaissent pas la solution, il y a un immense espoir, mais pas encore la possibilité de savoir comment faire.

Propos recueillis par
Michèle Rollin
Interprète Monique Gaillard.



exposition
de Photos extraites de
Durruti 1896-1936
à la librairie du *Monde libertaire*
jusqu'au 30 novembre

A LA PETITE SEMAINE

Inutile politesse

Soucieux d'ordre public, jamais les rédacteurs de ce journal, par ailleurs peu enclins à une vulgarité facile et quelque peu démagogique, n'auraient laissé entendre, à l'instar de jeunes rappeurs excessifs, qu'ils urinent sur la police. Individus de bonne éducation, nous préférons pour cela les endroits propres.

Comme tous les citoyens de ce pays, nous avons bien sûr parfois quelques reproches à formuler quant aux agissements passés et présents de cette glorieuse institution. Mais toujours le rappel de ses méfaits, un Vel'd'Hiv' par-ci, une ratonnade par-là, un tabassage en règle, une bavure en état d'ivresse, le fut dans un langage châtié, peu en vogue dans ces banlieues où dominent l'irrespect et le parler trivial.

Eh bien, lecteurs, qu'on se le dise, cette marque de courtoisie se trouve fort mal récompensée. On sait déjà que le ministre de l'Intérieur, peu sensible à l'ironie, comme son papa, s'est montré fort irrité par un billet paru dans ces colonnes, gentiment persifleur et joliment troussé, et qu'une plainte suit son cours. Et voilà maintenant que la police judiciaire s'en mêle, nous cherchant de vilaines querelles pour quelques affiches antipapales collées sur quelques murs de Bretagne à l'occasion de la visite du Saint-Imposateur en cette douce région. Du côté de Pontivy, les braves gens n'en dorment plus, paraît-il.

Bref, malgré savoir-vivre et civilité, nos ennuis se multiplient. C'était bien la peine de faire preuve d'une telle bienséance envers l'Uniforme. Tout cela n'aura servi à rien. Comme de pisser dans un képi...

Floréal

abonnez-vous ! abonnez-

Bizarr
Stallon
veut u
cette
(à vie,
monde
rette s
Angèle
ment d
charism
soviéti
l'admin
prouve
n'a qu'à
allé se
minute
cuir vêt
à toute
cela no
films d'
apologie
Mais no
nous se
comble
« ameri
club vid
taines sc

RA
jeud
Ro
samer
Mi

Idéaux
« Un bon
merc

TELE DE

LES RE
indép
l'asso
fête
versaie
D
s'expliq
« Tout est ven
faire venir à
nous ne trou
désir de parta
les films que
que de partir
week-end. Ne
lettres, et no
et de Couran
Nous avons or
tive des films
métrages et «
fait boule de
oreille à joué,
annonces, les
Bref, le maga
court métrage
mais nous se
même, sans pa
ne nous limit
métrage, nous

Los Angeles 2013 (Escape from L.A.)

Bizarre que j'ose attirer l'attention des lecteurs sur un film du type Stallone, Schwarzy et Cie mais... Ce film est intéressant car il se veut une critique de la société américaine et montre vers quel avenir cette dernière se dirige : un monde policé à outrance, gouverné (à vie, bien sûr!) par un prédicateur lâche, mégalo et incapable. Un monde où le délit de chair, le délit de religion, le meurtre ou la cigarette sont punis de la même manière : la détention à vie dans Los Angeles et son agglomération, devenus une île suite à un tremblement de terre. Bien sûr, ce monde idéal est menacé par un illuminé charismatique qui ressemble beaucoup à Che Guevarra. La menace soviétique étant virtuellement éliminée - le soutien sans faille de l'administration américaine pour un ancien apparatchik ivrogne le prouve - celle d'un leader tiers mondiste est encore vivace. Castro n'a qu'à bien se tenir ! Ce dernier en a tellement conscience qu'il est allé se faire absoudre par le roi de la calotte lui-même. La dernière minute du film est tout bonnement incroyable, notre héros tout de cuir vêtu renvoie tout le monde dos à dos et redonne le libre arbitre à toute l'humanité (du moins on aimerait l'espérer). Bien sûr tout cela nous est servi dans une sauce des plus immangeables, celle des films d'action du type hollywoodien : déluge de technologie, violence, apologie du self-made man !

Mais notre héros-acteur qui est aussi co-scénariste et producteur, nous sert un film intéressant (malgré quelques scènes ennuyeuses, le comble pour un film d'action!) bien que toujours marqué du sceau « american spirit » (voir la dernière image). Si vous êtes inscrit à un club vidéo, attendez qu'elle sorte et louez-la pour un soir : il y a certaines scènes qui valent le détour comme celle du stade par exemple!

L.S.D.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 28 à 20h30 : *Microclimat* reçoit Catherine Rouhling à propos de « l'écologie urbaine »

samedi 30 à 13h30 : *Chroniques rebelles* reçoit Mirkho Beljanski ou la liberté thérapeutique.

mardi 3 décembre à 18h30 : *Ideaux et débats* reçoit Bernard Filaire pour son livre « Un bonheur mortel » sur les sectes et l'extrême droite.

mercredi 4 à 18h30 : *Femmes libres* reçoit des femmes des collectifs de sans-papiers.

TÉLÉ A propos de deux camarades

LE 4 DÉCEMBRE, Arte, dans le cadre des Mercredis de l'Histoire, évoquera une page de la lutte antifranquiste des anarchistes en 1963, avec la révélation de faits jusqu'alors inconnus, comme le signale la revue Histoire, novembre 1996, p. 87, mais en indiquant une date erronée.

Les réfugiés anarcho-sindicalistes étaient théoriquement unis depuis 1960 après une scission de 16 ans, mais une inquiétante inaction enfermait la majorité dans une critique de toute action violente contre le régime. Même le sacrifice de Francisco Sabater (un des rares militants à combattre par la violence) et ses camarades, abatus par les forces de répression en Espagne en 1960, n'avait pas modifié l'attentisme qu'étaient de la CNT en France.

La FIJL, Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires, avait décidé de s'opposer à la passivité de la CNT en lançant une campagne internationale contre le tourisme étranger en Espagne, majoritairement issu des classes moyennes de France, Allemagne, Belgique et Hollande. Les partis de gauche de ces pays ne se contentaient pas de se taire, leurs militants et leurs dirigeants les accompagnaient, tellement que pratiquement aucun ne se fit l'écho des attentats spectaculaires et pratiquement non sanglants de la FIJL.

En Espagne, depuis 1962, le régime, parallèlement à sa première demande d'entrer dans le Marché Commun, présentée significativement par deux ministres de l'Opus Dei, changeait une nouvelle fois de peau. Franco le caméléon, républicain en 1934, un des instigateurs du coup d'État qui abattra cette même république, puis grâce à une série de décès de ses complices, chef suprême des factieux; admirateur de Mussolini et Hitler, puis ardent partisan des alliés;

régent d'une monarchie, dont le fils du roi fut interdit de trône, ainsi que le petit-fils; militaire féru semble-t-il de prostituées marocaines puis une fois au pouvoir, fan des messes quotidiennes; Franco, pour prouver la solidité du régime et sa souplesse politique, laissa se propager un conflit dans les Asturies. La grève, passible des lois militaires depuis le début de la guerre civile, demeura illégale jusqu'au 1^{er} mai 1975, le jour férié consacré à saint Joseph l'Artisan ! Le conflit des mineurs asturiens, qui s'étendit à presque toute la métallurgie espagnole, fut qualifié de « paro laboral » (arrêt professionnel). Il ne fut réglé pas par le Syndicat, unique et obligatoire pour tous, des chefs d'entreprises aux balayeurs - invention mussolinienne et papale de 1932-1933, repris en partie par Peron en Argentine. Le régime osa, sans les reconnaître, négocier avec une nouvelle structure, née spontanément des grèves, les Commissions ouvrières, élues librement par les travailleurs et contrôlées par elles (puis noyautées et pourries de plus en plus par les différents secteurs politiques antifranquistes, et devenues l'équivalent de la CGT française).

Ce climat était bien sûr favorable à une reprise des activités clandestines anarcho-sindicalistes en Espagne. Deux militants de la FIJL se rendirent clandestinement à l'Intérieur pour établir des contacts. Il s'agissait de Joaquín Delgado Martínez, fraiseur de Grenoble, et Francisco Granados Gara, père de famille, forgeron d'Alès.

Deux attentats spectaculaires avaient lieu en juillet 1963 contre des bâtiments du régime. La police arrêta nos deux camarades le 29 et, après une mascarade expéditive de procès où manquaient des preuves irréfutables d'une quelconque culpabilité des camarades, la « justice » (!) leur colla la responsabilité des attentats. Ils furent condamnés à mort et exé-

cutés le 18 août 1963 par le garrot (étrangement lent et rupture des vertèbres cervicales), la peine réservée aux délinquants.

Comme c'était l'été, la plupart des responsables des organisations de gauche étaient en vacances, et Franco même en Espagne. Il n'y eut pratiquement aucune réaction.

En juin de la même année, un militant communiste Julián Grimau avait été arrêté et condamné à mort, fusillé, comme un militaire. Des centaines de manifestations de protestation avaient eu lieu. Khrouchtchev, chef de l'URSS, avait envoyé un message à Franco demandant la grâce de Grimau. Franco avait répondu sans acrimonie qu'il ne pouvait le faire. En fait, la direction du PC d'Espagne voulait se débarrasser d'un militant contestataire, avec l'aval de Moscou (témoinages des ex-communistes Semprún et Claudín). En outre, l'URSS et l'Espagne avaient signé leur premier accord économique direct.

Pour que le franquisme institue une opposition tranquille de type démocratique et soit acceptée dans le Marché commun, il fallait que la lutte violente disparaisse, y compris celle de marginaux du PC et du mouvement libertaire. L'acceptation ultérieure de l'euro-communisme et du parti socialiste espagnol en 1977, voire de la CNT, explique la passivité des états-majors cénétiste, communiste et socialiste vis-à-vis de toute opposition violente.

Pourtant, l'Histoire n'est jamais mécanique ni déterministe, la FIJL tenta, presque seule, d'opposer une autre voie. Il est important de comprendre cette situation du passé, car bien des félures de notre système expliquent que la passivité et le réformisme ne sont pas la solution des problèmes sociaux.

Frank Mintz

TELE DE QUAT'SOUS

Châteauroux fait bande à part

LES RENCONTRES du cinéma indépendant, organisées par l'association Bande à part, fêtent leur dixième anniversaire. Dominique Laudinois s'explique. « Tout est venu d'un désir, désir de faire venir à Châteauroux ce que nous ne trouvons pas sur place, désir de partager avec ses habitants les films que nous aimons, plutôt que de partir les voir pendant le week-end. Nous avons envoyé des lettres, et notamment de Morder, et de Courant nous ont répondu. Nous avons organisé une rétrospective des films de Courrant, longs métrages et « cinémation » et ça a fait bouillir de la neige : le bouche à oreille a joué, nous avons mis des annonces, les Cahiers du cinéma et Bref, le magazine de l'agence du court métrage, les ont publiés; mais nous sélectionnons nous-même, sans passer par elle : nous ne nous limitons pas au court métrage, nous sommes ouverts à

tout, long métrage, fiction, documentaire, expérimental, tout ce qui est indépendant, bien que cela ne constitue pas en soi un critère de sélection. Pour nous, un film doit être une œuvre d'art, en ce sens qu'il doit être l'expression d'un besoin absolu de s'exprimer. C'est ce que nous reprochons aux films diffusés par l'agence : ils sont bien faits, mais souvent ils n'ont rien à dire. Nous choisissons de préférence des films récents (cinq ans au plus), qui n'ont pas eu de carrière, mais cela ne constitue pas un principe intangible.

Nous ne prenons que des œuvres tournées sur support film car nous ne voulons pas que la vidéo soit vue dans de mauvaises conditions : nous n'avons pas de projecteur qui nous permette de la diffuser sur grand écran. Aussi organisons-nous des séances mensuelles « Images passagères » ouvertes à la vidéo. Nous avons créé également un ciné club hebdomadaire, le « Cinébanda-

para. » Cette année, le festival présente 29 films inédits en compétition, et hors compétition, un hommage à Eustache et à quelques autres réalisateurs indépendants; vous pourrez donc voir notamment, outre Les photos d'Alix, La maman et la putain, Le Père Noël a les yeux bleus, et une sale histoire, L'authentique procès de Carl-Emmanuel Jung, de Hanoun, Du côté d'Orouët de Rozier, Imphy, capitale de la France de Moullet, en présence des réalisateurs, et L'an 01, avec Gédé.

Propos recueillis par Michèle Rollin

Du 12 au 15 décembre à la maison de la culture « Belle Isle », Av. du parc des loisirs
Tél : 02 54 34 18 14
Cinébandaparama hebdomadaire au cinéma CGR, Images passagères mensuelles à l'auditorium de la médiathèque.
Bande à part : 16 rue de Metz 36000 Châteauroux Tél : 02 54 34 80 04

Dépêches

Circuit Court en panne à Marseille : qui l'eût cru, le numéro 2 de la cassette des « films sans qualité » ne sort pas faute de films. Alors réalisateurs de super 8, à vos caméras. La vidéo est acceptée également, car Circuit court lui ouvre ses portes cette année. Cette petite association a été créée par d'anciens étudiants en cinéma. Deux de ses membres réalisent leurs propres films en super 8, utilisent aussi bien l'animation que le détournement d'images. Ils organisent des projections en appartement et se déplacent à la demande dans toute la France pour faire des « ciné-spectacles » où s'entrelacent, installations, projections, interventions, performances. La sonorisation est effectuée en direct par des musiciens. Circuit court fait aussi bien appel à des jongleurs qu'à des comédiens. Actuellement en préparation, une exposition sur les films de famille d'amateur à travers les âges.

- Circuit court : 43 rue Montgrand 13006 Marseille
Tél : 04 91 55 66 32.
- Le n° 1 des films sans qualité est disponible à Eidkon.
Tél : 01 43 46 92 49
- Dans le cadre du festival de Bagnaux, carte blanche est donnée à Peyotl qui nous offre une compilation des nycalopes associés. Centre culturel de Bagnaux Galerie sud 10 av Victor-Hugo. Tél : 01 46 64 52 11
- À Paris, festival des Antipodes à l'Action Christine Odéon, du 3 au 12 décembre

Lehideux, bras d'honneur

LA TOUR DU PIN, petite ville de l'Isère perdue entre Lyon, Grenoble et Chambéry a reçu vendredi 15 novembre une visite étrange. Le journal local annonçait en effet depuis quelques jours la venue de deux barons du mouvement frontiste, Martine Lehideux et Hugues Petit, invité par les sympathisants locaux et cela dans les murs fournis par la mairie. Le problème pour la quarantaine de militants venus assister à la réunion fut l'irruption, alors qu'ils attendaient leurs chefs, d'une cinquantaine d'opposants décidés à s'installer en face de l'entrée de la salle. Notre arrivée perturba quelque peu la

quiétude de l'attente et ils furent obligés d'équiper leur service d'ordre avec de longs imperméables aux raideurs de mouvement douteuses. Parmi nous, le public était joyeux et calme, se composant de militants anarchistes, du Scalp de Grenoble, de vieilles barbes de la gauche locale et des membres de Ras-le-Front.

Martine Lehideux, venue faire une conférence sur les valeurs françaises et la politique familiale de préférence nationale, arriva en arrosant généreusement contre-manifestants et militants frontistes de bras d'honneur, ce qui déclencha rires et quolibets divers. Le conseiller régional FN se plaigna d'entrave au libre accès à la salle, ce qui est du plus haut comique car l'on n'entrave pas l'accès à une salle à quinze mètres de son entrée!

Tout aurait pu bien se finir comme une bonne partie de rigolade mais c'était sans compter avec le zèle de la maréchaussée : plus graves donc et moins comiques furent le bouclage et les contrôles de police aux différentes sorties de la ville à l'issue de la dispersion du rassemblement... étrange coïncidence qui montre les connivences croissantes entre l'extrême droite et des pouvoirs en place qui se prétendent encore antiracistes.



Groupe Jules Vallès

Sans toit ni loi

LE 21 NOVEMBRE 1996 à 7 heures du matin, une fois de plus par surprise, plusieurs dizaines de riverains du 147 rue de Crimée se sont retrouvés devant l'entrée du chan-

tier SAGI, ce qui eut pour effet de paralyser l'activité de celui-ci pendant toute une partie de la matinée. Du café chaud et des croissants remontaient le moral des troupes. Les participants à cette manifesta-

tion ont à cette occasion réaffirmé leurs revendications pour cette ZAC de 1 350 logements et 5 000 à 6 000 nouveaux habitants et pour laquelle aucun équipement collectif n'a été programmé. Ils continuent à exiger la création d'écoles, de crèches, de LASCARTS (Local associatif, social culturel et artistique), la désensibilisation du secteur, l'écrêtement des constructions prévues, la suppression de la sortie d'un parking souterrain juste devant la porte de l'école maternelle Tandou. Ils exigent également l'abandon par la ville de Paris du projet d'exproprier une partie du jardin de l'immeuble du 43, avenue Jean-Jaurès pour dédier ce terrain à la circulation automobile. Enfin, ils veulent qu'un projet d'animation du quartier en terme d'activité économique soit mis sur pied. Tout ceci ne peut se faire qu'à travers une vraie concertation entre la ville de Paris, la société d'aménagement, les élus locaux et les associations de riverains. C'est à ces conditions que le quartier du bassin de la Villette ne sera pas transformé en cité-dortoir et que les nombreux logements sociaux programmés ne se transformeront pas en ghettos sous-équipés.

Ils ont décidé de se retrouver bientôt pour d'autres actions. En dernière minute, nous sommes avertis que le concours d'architecture pour les lots 14a et 14b de la ZAC est terminé, que le jury s'est réuni, qu'aucun élu local ni aucune association de riverains n'ont été conviés. C'est une fois de plus la Ville de Paris qui agit de manière technocratique et autoritaire; c'est Monsieur Bulté, adjoint de monsieur Tibéri qui d'un côté vote les demandes de l'association au Conseil d'arrondissement puis qui se dénie depuis son bureau de l'Hôtel de ville. C'est scandaleux.

Association des amis de La Villette.

Livres d'hiver

Il ne faudrait pas croire que les atèles ne sont que des rôleurs invétérés, sans cesse à la recherche d'une colère. Il leur arrive même de rire, de s'amuser et de lire.

Pour preuve de cette affirmation, je vous livre cette sélection d'ouvrages auxquels nos cœurs se sont attachés ces derniers jours. D'abord, et puisque le sujet est encore d'actualité, nous nous sommes laissés pléger par le titre d'une petite étude, « Georges Brassens ou la parole distancée » (1). Il y est question de la culture littéraire du chanteur-parolier-poète, de son art du clin d'œil et de la subtile réécriture à laquelle il se livrait sur les textes des auteurs de langue française. La plume de Fabrice Vanturini, sèche et sans fioritures, nous dévoile des aspects de l'art de Georges Brassens trop souvent méconnus. Par exemple, comment en s'appuyant sur des textes classiques, il savait leur donner une seconde jeunesse en les rewritant ou en conservant leur structure pour y appliquer d'autres histoires.

Toujours dans le domaine de la langue, mais moins universitaire, Pierre-Valentin Berthier nous propose son « Glossaire de la Champagne berrichonne » (2). Près de trois cents pages de pur délice. Ce n'est pas bien sûr un ouvrage que l'on va lire d'un traite, du début jusqu'à la fin, comme on descend un flacon d'absinthe, mais plutôt un de ces livres qu'on ouvre au hasard d'une heure creuse et dans lequel on se laisse perdre voluptueusement.

Pour finir, et afin de ne pas privilégier trop l'art des scribes, nous attirons votre attention sur un fanzine écrit par de jeunes personnes et qui ont bien des problèmes avec la direction de leur lycée à cause de leur « Massacre au Paradis ». Même s'ils sont parfois romantiques à outrance, ils nous offrent un long article sur le Black métal qui ne manque pas d'intérêt. Si vous aimez cette musique, vous pouvez leur écrire et voir avec eux s'il leur reste un exemplaire du numéro un de leur « Fanzine terroriste de l'antichrétien de l'an 2000 (du faux calendrier) » (3). Pour finir, et si vous désirez, vous aussi, devenir un Atèle, vous pouvez nous envoyer vos textes en les déposant, sur l'internet, dans l'e-mail : sabihu@hotmail.com.

Des Atèles
24 novembre 1996.

(1) Georges Brassens ou la Parole distancée, Fabrice Vanturini, Librairie Nizet, Chanteurs - poètes n° 3.

(2) Glossaire de la Champagne berrichonne, Paul-Valentin Berthier, éd. Royer, Patoisthèque.

(3) Pour leur écrire : Bray Guillaume - Le Haut du Ham - 50310 LE HAM

**Contre l'État
et le capitalisme**

**POUR L'ÉGALITÉ
économique et sociale**

**POUR
L'AUTOGESTION
généralisée de la société**

**RÉVOLUTION
sociale et
libertaire !**

Fédération Anarchiste
145 rue Amélot 75011 PARIS

Affiché en
deux couleurs,
au format
50 x 70
1,60 F l'unité
à partir de 50
exemplaires
(+15 F de frais
de port).

A commander
à : PUBLICO,
145, rue
Amélot,
75011 Paris.

AGENDA

vendredi 29 novembre

NANTERRE : L'Athénée libertaire organise une réunion publique avec Alexandre Todo i Tejero, auteur du livre « La culture populaire en Catalogne » à 20h30, salle du parc des anciennes mairies.

PARIS : Le groupe Louise Michel de la FA organise une soirée débat sur les **systèmes d'échanges locaux (SEL)**, avec la participation du SEL de Paris, au local La Rue, 10, rue Robert Planquette 18^e à 20h30.

BESANÇON : Le groupe Proudhon de la FA organise une rencontre avec Charlie Bauer avec projection d'une vidéo intitulée « censures » à 20h30 au Cercle Suisse, rue de Lacoré.

samedi 30 novembre

PARIS : **Manifestation nationale de soutien aux sans-papiers.** Rendez-vous à 14h30 place de la République.

PARIS : Concert (Inti, Imaziren, Emmanuel) de soutien aux animateurs d'Orsay (licenciés par des patrons syndicalistes) à partir de 20h30 au 33, rue des Vignoles (participation : 30 F).

ANGERS : **Manifestation de soutien aux sans-papiers** à l'initiative de la Fédération anarchiste, de la LCR, Ecole émancipée... place du Ralliement à 15 heures.

LYON : **L'Union locale de la Fédération anarchiste** appelle à une manifestation de soutien aux sans-papiers à 15 heures place Bellecour.

ANGOULÈME : L'Observatoire international des prisons (OIP) organise une conférence débat sur le thème : **Quels droits pour les détenus ?** au premier étage de la librairie Entrelignes à 17 heures.

dimanche 1^{er} décembre

PARIS : **Act Up-Paris** organise une manifestation à l'occasion de la journée mondiale contre le sida « **Sida : l'épidémie n'est pas finie** » à 13 heures, place de la République.

mercredi 4 décembre

LILLE : **Débat sur les drogues** au Centre culturel libertaire, 1, rue Denis-du-Péage à 20h30.

jeudi 5 décembre

TOURS : Le groupe libertaire de Tours participera au débat **Toxicomanie : réduction des risques** au cinéma le studio à 20 heures.

lundi 9 décembre

PARIS : Rassemblement pour Mumia Abu Jamal (condamné à mort pour un crime non prouvé) à **18 heures à la Fontaine des Innocents** à l'initiative de Scalp-Reflex.

samedi 14 décembre

PARIS : Alternative libertaire commémorera à sa manière le soixantième anniversaire de la révolution espagnole de 17 h 30 à minuit à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 20^e.

Des papiers pour tous les sans-papiers

POUR CEUX qui en douterait encore, le début de la vaste campagne entreprise pour désigner les immigrés et leurs descendants comme des bous émissaires a débuté avec les premiers effets de la récession économique (1969) et des chocs pétroliers du début des années 70. La circulaire du 5 juillet 1974 marquera une suspension de l'immigration en France. La même année, les principaux intéressés par une main-d'œuvre abondante et précarisée déclarent assises du CNPF de Lille « qu'il faut freiner l'immigration familiale et favoriser la venue des célibataires ». Derrière cette sordide citation se dessine le désir d'une sélection en vue de faire baisser le traitement social des immigrés. Toutes les lois et mesures diverses qui vont suivre jusqu'à nos jours seront donc dans la droite ligne de ces logiques développées en 1974 : maintenir un groupe humain précarisé dans le monde du travail, le désigner comme partiellement responsable de la crise et du chômage et restreindre les accès possibles aux droits sociaux. Ce qui justifie les atteintes au droit d'asile, à la nationalité et les expulsions. Les mesures répressives contre les travailleurs étrangers et les demandeurs du droit d'asile vont aller s'accroissant parallèlement à la profondeur de la crise du monde capitaliste. Le 19 janvier 1976, un certain J. Chirac déclarait : « Il ne devrait pas y avoir de problème de chômage en France, puisqu'il y a un million de chômeurs et un million huit cent mille travailleurs immigrés. » Cette phrase n'est pas sans rappeler les slogans des fascistes français d'aujourd'hui...

Pour autant, les travailleurs, au début des années 70, sauront s'organiser pour lutter contre un ensemble de mesures les visant directement. Ces luttes embrasseront divers champs : la précarité dans l'entreprise (la grève à Penneroya), les conditions de vie (luttes dans les foyers Sonacotra), la

régularisation administrative (grèves de sans-papiers à Valence, Paris, Montpellier, Grenoble, etc.). Depuis vingt ans donc, les droits des travailleurs immigrés sont constamment grignotés, remis en cause, dénoncés pour être menacés d'éradication pure et simple. Depuis vingt ans aussi, les travailleurs immigrés et leur famille tentent de s'opposer à cette marginalisation croissante. Jusqu'au jour où une nouvelle série de mesures administratives ira jusqu'à fabriquer encore plus massivement des clandestins qui ne demandent qu'à vivre dignement.

Les raisons de la révolte

Les lois Pasqua, cette litanie d'atteintes aux libertés, arrivent donc en 1994 comme un point d'orgue à vingt années de lois racistes et xénophobes. Jusque-à, les gouvernements de droite comme de gauche auront ainsi remis en cause l'acquisition de la nationalité par le mariage, l'accès à la carte de dix ans, le regroupement familial, le droit au travail, aux études, aux visas, aux certificats d'hébergement, au droit du sol, au droit d'asile, à la libre circulation...

Dans le même temps, on crée des centres de rétention, la double peine est instaurée, les expulsions sont facilitées et pratiquées à grande échelle, même les jeunes nés en France doivent faire des demandes d'acquisition de nationalité. Du coup, la police a eu les coudées franches pour exercer son arbitraire à l'encontre de ceux que l'on considère presque comme l'ennemi public numéro un : l'étranger.

Ces mesures, instaurant ce qu'il faut bien appeler un apartheid en France, sont légitimées par les discours politiques dominants et l'émergence politique et sociale d'un parti néofasciste.

Toutes ces atteintes à la dignité humaine rencontrent une résistance à travers le mouvement dit des « sans-papiers ». L'image d'Épinal,

largement répandue de travailleurs immigrés passifs devant l'injustice qui leur est faite, vole en éclats. Les voilà qui empruntent des modes de luttes déjà pratiqués dans le passé par leurs aînés. Les voilà qui font montre d'une force et d'une résolution que l'on souhaiterait voir adoptées par d'autres types de luttes sociales.

Ni dieu, ni maître, ni nationalité!

Ce mouvement ne peut pas nous laisser indifférents. Les anarchistes ont toutes les raisons de s'y investir. Et ils le font : à Montpellier, Nîmes, Lyon, Tours, Bordeaux... des anarchistes n'ont de cesse d'affirmer leur présence, de mettre leurs idées en actes et d'avancer des revendications dépourvues d'ambiguïtés.

A travers cette lutte, il nous faut dénoncer l'injustice de classe et le racisme d'État qui pourchasse des exilés fuyant des régions du globe où sévissent oppressions, misère et guerres, toutes engendrées par le capitalisme, l'impérialisme et la domination étatique. Il nous faut réagir à l'interdiction de circuler librement qui est appliquée par des administrations zélées et parfois dénonciatrices qui ne connaissent qu'une logique : celle des États et de leurs lois scélérates. Revendiquons alors le droit de vivre où bon nous semble afin de mieux partager les richesses produites par tous et qui ne profitent pour l'instant qu'à quelques-uns!

Concernant les droits bafoués des étrangers, notre proposition sera d'établir l'égalité des droits pour tous, donc de demander des papiers pour tous, puisque l'égalité économique et sociale est notre finalité. Ce qui passe par la revendication d'abolition des lois racistes et xénophobes pondues depuis vingt ans. Revendication que nous devons valoriser à travers la démonstration que parallèlement aux attaques contre les travailleurs étrangers, nous subissons des attaques sérieuses contre

des acquis sociaux qui nous concernent tous : la solidarité entre français et étrangers est donc bien une arme qu'il nous faut réapprendre à utiliser pour reconquérir et élargir les droits de tous. Faisons en sorte que la solidarité internationale ne soit plus un mot d'ordre du passé!

Résister pour construire

Mais il n'est pas toujours simple de mettre en avant ces idées. Les premiers écueils sont les individus qui cherchent à se refaire une virginité sur le dos des sans-papiers. En clair, je parle des expulseurs d'hier qui continuent à dire du bout des lèvres

en bloc qui implique de fait le refus de « trier » les bons des mauvais dossiers?

Avant de finir, je voudrais dire aux moralistes qui s'étonnent que « les anarchistes demandent des papiers pour tous alors que nous sommes pour la disparition des États » de sortir se rendre compte de la réalité des conditions détestables faites aux personnes qui n'ont pas de papiers. Qu'ils se rendent aussi aux manifs à Lyon où ailleurs où le slogan « des papiers pour tous et plus de frontières du tout » est repris en force dans nos cortèges. Ils verront alors que cette remarque de leur part n'est pas fondée.



qu'il ne faut pas abolir les lois Pasqua mais les aménager. Dans le même genre, je pense aussi à ceux et celles qui veulent récupérer, au lieu de les encourager, les capacités réelles d'auto-organisation dont font preuves les étrangers en lutte. Et puis comment ignorer aussi les associations antiracistes qui estiment que cette affaire n'est pas politique mais bien humanitaire, et veulent en rester à une gestion au cas par cas des dossiers à régulariser, cassant ainsi toute revendication de régularisation

Il appartient à chacun d'entre nous de s'engager, dans nos vies quotidiennes, et de résister à l'ordre d'apartheid qui se renforce mais qui peut s'ébranler si nous sommes assez forts pour imposer un antiracisme qui ne fasse pas l'économie d'une réflexion de fond sur le capitalisme et l'État, sur l'émancipation sociale et les liens qui unissent les hommes et les femmes de cette planète.

Daniel. - groupe du Gard

des papiers pour tous...

Les lois racistes : de droite ou de gauche?

DE DROITE ÉVIDEMMENT ! D'extrême droite même ! Qui pourrait imaginer que des hommes et des femmes de gauche puissent sincèrement vouloir du mal aux étrangers ? Qui pourrait imaginer que les héritiers du mouvement socialiste, des idéaux internationalistes du XIX^e siècle, trahissent les immigrés ?

Et pourtant, ces lois anti-immigrés, ce n'est pas Le Pen qui les a écrites ni votées. Ce sont tous les gouvernements, de droite et de gauche, depuis vingt ans, depuis que la politique « d'immigration zéro » est à la mode dans les sphères du pouvoir.

La gauche nous avait habitués à renier jusqu'au moindre de ses principes quand elle était au pouvoir. Les sans-papiers l'illustrent à merveille. Il est évident que la droite surfe depuis des années sur un discours xénophobe. Qu'on se souvienne du « bruit et de l'odeur » de Chirac, de l'hystérie amplifiée autour de la vague terroriste islamique en 1995, des lois Pasqua, des valeurs que celui-ci a dit, au moment des européennes, partager avec le FN et de Villiers...

Vous entendez bien des organisations de gauche vous seriner leur refrain de l'abrogation des « lois Pasqua », cause unique et officielle des problèmes de papiers des étrangers. C'est oublier un peu vite toutes ces mesures qui les ont précédées : la restriction du regroupement familial et l'extension des centres de rétention (Dufoux - 1984) ; la réduction drastique du droit d'asile sous le gouvernement Rocard ; la reprise par Cresson des chartes de Pasqua ; la double peine jamais abrogée malgré les promesses de Mitterrand...

Peut-on faire confiance à la gauche ?

Bien sûr, depuis ce mouvement des sans-papiers, le discours officiel de bon nombre d'associations a sensiblement évolué et ne se limite plus aux lois Pasqua. Mais est-il possible de faire confiance à la gauche politique et associative pour résoudre le problème des sans-papiers ? Nous ne le pensons pas. Nous ne pensons pas que des politiciens qui ont été aussi loin dans les discours sécuritaires et xénophobes, alors qu'ils

étaient au pouvoir, puissent maintenant s'engager de manière fiable aux côtés des sans-papiers pour faire aboutir leur revendication : la régularisation de tous les sans-papiers. Nous ne croyons pas, athées que nous sommes, aux miracles, surtout quand ceux-ci sont annoncés en période électorale...

Car le problème est là : 1998. Toutes les associations et mouvements qui s'occupent actuellement des sans-papiers ont les yeux fixés dessus avec au moins un but plus ou moins avoué : faire évoluer la position des partis de gauche, du PS notamment, et les amener à soutenir les sans-papiers pour obtenir un changement de loi en 1998.

Mais quel soutien ? Celui de Mauroy, maire de Lille, qui jusque début octobre disait être au côté des sans-papiers de Lille, puis les a publiquement dénoncés comme étant des clandestins irréguliers et manipulés ? Celui de Martine Aubry, sa première adjointe et brillante auteure d'un ouvrage sur l'extrême droite, qui a publiquement soutenu Saint-Bernard, mais qui tient le même discours que son maire dans une réunion publique alors qu'elle avait été interpellée par des sans-papiers lillois ? Celui de l'Église réformée et de la Cimade qui jugent avec la mairie et la préfecture pendant la grève de la faim que celle-ci n'est pas justifiable puis qui, quinze jours après la suspension de celle-ci, jugent maintenant, à la place des sans-papiers, que l'occupation de leurs locaux n'est plus adéquate et leur demande de l'arrêter également ? Celui apporté du bout des lèvres par Jospin au plus fort de la grève de la faim de Saint-Bernard, qui demandait une solution humanitaire au cas par cas (il aura eu mieux : une solution globale à coups de hache avec humanité et cœur...) ? Celui de Jean-Pierre Brard, maire rénovateur de Montreuil, membre de Convergence alternative progressiste, qui soutient Saint-Bernard et simultanément expulse les habitants du foyer d'immigrés Nouvelle France (ironie d'un nom...) dans sa ville ? Soyons un peu sérieux.

Deux camps

Nous l'écrivions dans un précédent article : ce mouvement des sans-papiers a enfin permis de créer un embryon de front de riposte offensive à la fascisation

de la société française. Il délimite deux camps : celui de ceux qui depuis des années s'alignent petit à petit sur les positions du FN et l'autre, formé de ceux qui s'opposent radicalement à lui et à son discours d'apartheid en exhumant des poubelles de la démocratie la volonté farouche de défendre la liberté de circulation et la conscience que, pour les Français et comme pour les immigrés, le combat est un combat de classe contre la voracité d'un capitalisme que plus rien ne semble arrêter.

Il faut en finir le plus rapidement possible avec ces discours et pratiques qui légitiment objectivement le FN : « La France ne peut accueillir toute la misère du monde mais elle doit en prendre sa part », disait Rocard. Elle n'oublie pas, la France, d'aller chercher un peu plus que sa part des richesses du monde, au Zaïre par exemple. Elle a largement les moyens, la France, d'accueillir ce qui serait au plus quelques centaines de milliers d'immigrants chaque année. De même, un syndicaliste CGT de Lille déclarait déjà en 1982, lors d'une précédente grève de sans-papiers qu'il ne permettrait jamais la « libre circulation du chômage », faisant ainsi, avant le développement du FN, le lien entre chômage et immigration... Le chômage, ce n'est pas les immigrés. C'est l'État, les patrons et les banquiers. Ce sont ces derniers qu'il faut viser !

Le PS reste obstinément sur des positions sécuritaires de peur de perdre toutes les chances de victoire que lui apporte la bataille droite-FN pour les législatives de 1998. D'autres organisations semblent, de manière somme toute assez privée, changer de position sur la question de l'immigration. C'est le cas du PC dont on se souvient des bulldozers contre des immigrés en région parisienne au début des années 80. Il semble rompre, sur cette question du moins, avec sa forte tradition nationaliste. Mais on peut penser qu'il s'agit aussi d'une stratégie de recentrage et de regroupement autour de lui des forces de la gauche non socialiste. Le PC tient à se reconstruire comme nouvelle alternative de gouvernement face à la droite et vis à vis de tous les écueurs du PS. De telles bonnes volontés en matière d'immigration au PC tendraient-elles le choc d'une participation au partage du gâteau gouvernemental de 1998 ? Il est légitimement permis d'en douter. L'implantation à gauche des discours faisant l'amalgame entre immigration, insécurité et chômage est suffisamment forte pour que la gauche soit tentée d'y recourir indéfiniment, voire de glisser maintenant jusqu'à la mise en œuvre voilée de la « préférence nationale ». Car, somme toute, y-a-t-il une différence fondamentale entre un Emmanuel qui propose la politique des quotas d'immigration et un Le Pen qui propose des quotas de 0 % d'étrangers à l'embauche ? L'un comme l'autre ne subordonnent-ils pas les droits des individus (de circuler, de fuir une dicta-

ture et/ou la misère, de travailler, d'avoir droit aux allocations...) à leur nationalité ?

Autonomie du mouvement des sans-papiers

L'heure est donc plus que jamais à la vigilance et au renforcement de l'autonomie de ce mouvement des sans-papiers, et ce n'est pas simple. Puis celui-ci fait preuve de son autonomie de décision et d'action, plus la gauche est tentée de l'isoler. Cela est particulièrement sensible à Lille où les relations entre le Comité des sans-papiers et le Réseau contre les lois Pasqua (qui regroupe à peu près toute la gauche hormis le PS) ne sont faites que d'une succession de « malentendus », des associa-

tions l'ayant accusé successivement d'être irresponsable, manipulé, manipulateur, de faire cavalier seul, etc. Mais là aussi, deux camps se dessinent : les soutiens clairs et les autres.

Plus que jamais également l'heure est au renforcement de l'audience de ce mouvement des sans-papiers. Et ce n'est pas une mince affaire quand la plupart des forces investies autour des sans-papiers cherchent essentiellement à impliquer davantage la classe politique de gauche autour des sans-papiers. Ce n'est pas une mince affaire non plus quand le mouvement des sans-papiers, relativement instable et jeune, se heurte en plus à ses propres problèmes de coordination et d'organisation.

Bertrand Dekonink
groupe Humeurs Noires - Lille

Prenons date

« La politique menée aujourd'hui en matière d'immigration n'est guère éloignée de ce que l'extrême droite réclame depuis son surgissement dans le débat politique, au début des années 80, et cet alignement progressif, s'il résulte surtout des initiatives de la droite durant les deux cohabitations, n'avait pas été fondamentalement remis en question par la gauche entre 1988 et 1993 ».

Le Monde, 3 avril 1996

- **Loi du 9 septembre 1986** : la première « loi Pasqua » donne aux Préfets, statuant seuls et sans aucune procédure permettant l'exercice des droits de la défense, le droit de prononcer la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière ;
- **Circulaire du 29 octobre 1991** : la « circulaire Sauvè-Marchand » demande aux Préfets de contrôler la réalité et le sérieux des études envisagées ou poursuivies par l'étudiant étranger avant de délivrer ou de renouveler une carte de séjour temporaire ;
- **Loi du 22 juillet 1993** : elle impose une démarche positive pour acquérir la nationalité française aux enfants nés en France de parents étrangers qui n'y sont pas nés ;
- **Loi du 10 août 1993** : elle facilite les contrôles d'identité ;
- **Lois des 24 août et 30 décembre 1993** : la régularisation des demandeurs d'asile déboutés devient impossible ; la délivrance de la carte de résident est subordonnée à la régularité du séjour (mesure qui touche notamment les conjoints de Français et les parents d'enfants français) ; l'étranger ne peut faire venir sa famille en France avant un délai de deux ans ;
- **Loi du 27 décembre 1994** : elle crée des zones d'attente dans les gares internationales ;
- **Projet de loi Toubon (printemps 1996)** : il qualifie l'aide à l'étranger en situation irrégulière d'acte de terrorisme et autorise les perquisitions pendant les heures de nuit pour rechercher ou constater des actes de terrorisme ;
- **Avant-projets des lois Debré et Philibert (printemps 1996)** : ils allongent le délai de rétention administrative préalable à une reconduite à la frontière en faisant passer de dix à quarante-cinq jours ; les maires obtiennent le pouvoir de refuser des certificats d'hébergement ; la prise d'empreintes digitales devient systématique lors de la demande d'un visa afin d'assurer l'identification des personnes faisant ensuite disparaître leur passeport pour éviter leur reconduite à la frontière ; un « fichier des hébergeants » est mis en place et les hébergeants doivent déclarer le départ de leur visiteur et verser une caution destinée à couvrir ses éventuels frais médicaux ; les prérogatives des policiers sont considérablement étendues dans les zones de 20 kilomètres autour des 600 aéroports ; la carte de résident de dix ans ne pourra être accordée qu'après deux années de vie commune au lieu d'une seule ; l'aide médicale hospitalière est réduite aux seuls « soins d'urgence » ou aux maladies présentant des « risques de contagiosité » ;
- **Avant-projet de loi Debré (automne 1996)** : il rend les certificats d'hébergement plus difficiles à obtenir en permettant au maire de demander au préfet une enquête de police destinée à vérifier un éventuel « détournement de procédure » et en obligeant les hébergeants à « informer la mairie de sa commune de résidence du départ de l'étranger accueilli » ; il autorise les feuilles de véhicules par les policiers dans une bande de 20 kilomètres après la frontière ; il facilite les reconduites à la frontière en repoussant de vingt-quatre heures l'intervention du juge dans la procédure de reconduite.

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Français, immigrés : mêmes patrons, même combat !

DEPUIS UNE VINGTAINÉ D'ANNÉES, l'immigration a été érigée successivement en problème, en risque puis en menace. Cette logique désigne un bouc émissaire idéal, présenté comme responsable de tous les problèmes sociaux. Pourtant ce ne sont pas les quatre millions d'étrangers présents sur le territoire français ou les cent mille nouveaux immigrés qui s'installent chaque année qui sont la cause du développement du chômage ou de la misère, mais la logique d'un système capitaliste basé sur la recherche du profit et non sur la satisfaction des besoins sociaux. Face à l'exploitation capitaliste, il ne faut pas se tromper d'ennemis. Les travailleurs immigrés ont été les principales victimes des vagues de licenciements liées aux restructurations industrielles. De 1973 à 1988, le nombre d'emplois industriels occupés par des étrangers a baissé de 40 % : plus de 500 000 licenciements ont été ainsi opérés aux moindres frais pour le patronat. En juin 1994, le taux de chômage était, en France, de 24,5 %, pour les étrangers (33 % chez les « non-Européens ») contre 11,6 % pour les nationaux.

L'ennemi est ailleurs ; c'est aux véritables privilégiés qu'il faut s'attaquer. Depuis vingt ans, les richesses créées n'ont cessé de croître, parallèlement au développement des inégalités : les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus nombreux et toujours plus pauvres. En France, 1 % de la population possède 35 % du patrimoine tandis que 50 % doit se contenter de 5 %.

L'affaire du travail clandestin

Défenseur conséquent des privilèges des patrons et autres spéculateurs, l'État n'hésite pas à manier la désinformation pour tenter de nous faire oublier la réalité d'une société divisée en classes. Dans ce domaine, le rapport sur les « fraudes et pratiques abusives » rendu public début mai atteint des sommets. C'est suite aux diatribes de Madelin, toujours prompt à désigner les plus pauvres comme des « privilégiés », sur les « fraudeurs au RMI » que le gouvernement décida de commander ce rapport parlementaire. Les deux députés de droite qui en sont les auteurs ont décidé de changer de cible : plutôt que de s'en prendre aux Rmistes, ils ont choisi de s'attaquer... aux sans-papiers, pensant certainement que cela serait électoralement plus porteur.

Pour ces honorables députés, la « priorité des priorités » pour combler les déficits sociaux serait la lutte contre le travail « au noir » qui représenterait « la première cause de fraude » (100 à 160 milliards de francs sur un total estimé entre 175 et 235 milliards de francs par an) dont les sans papiers seraient les premiers bénéficiaires. Pour parvenir à de telles conclusions, ils sortent tout d'abord de leur chapeau le chiffre de 800 000 sans-papiers. Une simple division par deux fondée sur un a priori invérifiable, « un étranger en situation irrégulière sur deux est un travailleur », leur permet d'aboutir au chiffre de 400 000 travailleurs sans papiers. Le tour est joué : la démagogie anti-immigrés doit continuer à fonctionner...

La réalité du travail au noir est pourtant tout autre. Selon les statistiques de l'inspection du travail, les sans-papiers ne représentaient, en 1994, que 10 % des salariés employés au noir. Dans les vignobles, les inspecteurs du travail ont même pu découvrir des CRS ou des gendarmes en congés payés ou en congé de maladie !

Dans la région de Marseille, une affaire récente n'a pas eu dans les grands médias l'écho qu'elle méritait. Cette affaire mêlait pourtant fausses facturations, corruption, abus de biens sociaux et travail au noir. Entreprise respectable travaillant avec EDF, Shell, Esso, Total, Elf ou Rhône Poulenc, la Situb (Société industrielle de tuyauteries d'usines et de bâtiments) sous-traitait ses chantiers auprès de seize sociétés écrans, dans lesquelles travaillaient 250 employés non déclarés, presque tous « bons français ».

Le travail au noir n'est pas un phénomène marginal : il s'inscrit au contraire dans la logique d'une société massivement touchée par la précarité et le chômage. Pour limiter ses coûts et engranger de juteux profits, la Situb avait créé ces sociétés écrans pour surexploiter des travailleurs ainsi dépourvus de protection sociale. C'est un exemple de traduction concrète des discours du patronat et de l'État sur la « nécessaire flexibilité de l'emploi ».

Dans ce cadre général, les sans-papiers, ces individus que l'État réduit à la clandestinité, présentent, pour les patrons, l'avantage d'être privés de tous les droits. Dans leur cas, le travail au

noir peut prendre la forme d'un véritable retour à l'esclavage. Dans la confection, des sans-papiers triment ainsi 15 heures par jour pour 3 000 francs par mois et doivent « rembourser » des sommes énormes (100 000 francs pour un chinois, 20 000 francs pour un turc) à des passeurs professionnels en cheville avec les ateliers de sous-traitance, de célèbres entreprises de confection françaises amassent ainsi des profits considérables.

L'État ne lutte pas contre le travail au noir

Dans les secteurs économiques aussi importants que le bâtiment, la confection, la restauration et l'agriculture, le travail au noir joue pour les patrons un rôle trop déterminant pour que l'État s'y attaque sérieusement. Dans certains départements, les préfets vont même jusqu'à demander à l'inspection du travail d'arrêter les contrôles pour ne pas « troubler l'ordre public ».

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les lois jouent le rôle d'un rideau de fumée. Ne doutons pas : il en sera de même pour le nouveau projet de loi Barrot, adopté en conseil des ministres le 16 octobre et affichant la volonté de renforcer « la lutte contre le travail illégal ».

La principale « innovation » du texte consistait dans le pouvoir donné aux policiers et aux gendarmes de pénétrer dans les entreprises pour y effectuer des contrôles d'identité et vérifier l'inscription des travailleurs sur le registre du personnel, prérogative incombant aujourd'hui exclusivement aux inspecteurs du travail. Finalement, le gouvernement a décidé d'intégrer cette « innovation » dans le projet de loi Debré, celui qui vise à « combler les failles » des lois Pasqua.

L'objectif d'un tel arbitrage est clair : il ne s'agit pas pour le gouvernement de combattre le travail au noir mais de donner à l'opinion publique de nouveaux gages de sa détermination à

combattre par tous les moyens l'immigration clandestine. Une fois encore, cela se traduit par l'accroissement du flitage.

En érigeant l'immigration en véritable menace, le patronat et l'État attaquent sur deux fronts. Premièrement, ils divisent efficacement le front commun que pourraient lui opposer tous ceux, Français et immigrés, qui subissent l'oppression et l'exploitation du système capitaliste. Deuxièmement, cela leur permet aussi de légitimer un contrôle social accru, qui se fait de plus en plus pesant, sur des populations caractérisées comme potentiellement dangereuses (jeunes issus de l'immigration, jeunes des banlieues, SDF...).

Pour illustrer cet aspect, rappelons que la PAF (Police de l'Air et des Frontières) est devenue la Dicceec (Direction centrale du contrôle de l'immigration clandestine et de l'emploi des clandestins). Le changement de dénomination illustre clairement une nette évolution dans la perception de ce que doit être sa fonction. Parallèlement, le champ d'intervention change aussi : il ne s'agit plus de contrôler des individus aux frontières, mais des populations déterminées, généralement repérables à leur faciès, sur l'ensemble du territoire. D'ailleurs, la Dicceec a réorienté une partie de ses moyens vers les départements à forte immigration. Sur les lignes RATP et SNCF d'Île de France, c'est la brigade des chemins de fer de la Dicceec qui est chargée de la sécurité.

Vigipirate et son flitage omniprésent n'était pas un épiphénomène. Sous prétexte de combattre l'immigration clandestine, l'Europe est en train de se transformer en véritable forteresse. Mais derrière ces murailles, nous risquons de devenir tous des prisonniers sous l'emprise d'un contrôle social digne de Big Brother. L'État et le patronat nous préparent Vigipirate comme modèle de société. Ne les laissons pas disposer de nos vies ! De nos luttes, un autre futur pourra naître.

Patrick — Groupe Durruti — Lyon

Pour la régularisation Pour une révision radicale des politiques d'immigration

Dix associations de solidarité se sont regroupées dans un collectif appelé « groupe des dix » afin de lutter plus efficacement au côté des sans-papiers. Nous publions le texte de la plate-forme commune.

La longue lutte des sans-papiers, à laquelle le gouvernement oppose fins de non-recevoir et brutalités, pose publiquement la question, toujours éludée, des conséquences de vingt-cinq ans de législations successives supposées fermer les frontières. Ces politiques, reposant sur la pensée unique de la fermeture des frontières et sur le mythe de l'immigration zéro, sont, à l'ère de la mondialisation, irréalistes et dangereuses :

- elles désignent l'étranger comme responsable principal du malaise social et de la crise (chômage, insécurité, etc.), ce qui permet d'occulter l'absence de projet politique apte à s'attaquer aux causes réelles de la misère et de l'égalité sociale, aux plans national, européen et international ;
- elles génèrent et accroissent cette inégalité sociale et les injustices ;
- elles participent à la remise en cause des droits sociaux et du droit du travail en alimentant le travail illégal ;
- elles déstabilisent et fragilisent les étrangers en situation irrégulière, ainsi que les Français originaires des DOM-TOM et d'origine étrangère ;
- elles favorisent le racisme et la xénophobie ;
- elle sapent ainsi les fondements de la démocratie en stigmatisant les étrangers, leurs proches et les Français qui les soutiennent.

Face à cette situation, les organisations signataires invitent tous les acteurs de la vie sociale, syndicale et politique, à une large réflexion pour l'élaboration d'une nouvelle politique fondée, en matière d'immigration, sur le respect des principes de justice

sociale, d'égalité des droits et de libre circulation. Une telle politique doit viser à apporter des solutions aux problèmes mondiaux qui contraignent à l'exil des milliers de réfugiés politiques et économiques. Elle doit aussi assurer pleinement les migrants comme partenaires et acteurs de développement. Dans l'immédiat, les associations signataires demandent la régularisation, dans les plus brefs délais, de tous les sans-papiers en France victimes :

- des atteintes au droit de vivre en famille (parents d'enfants français, parents d'enfants nés en France, conjoints et concubins d'étrangers en situation irrégulière, jeunes entrés en France en dehors des procédures du regroupement familial, étrangers ayant un proche parent résidant en France) ;
- des atteintes au droit d'asile (déboutés du droit d'asile entrés en France avant le 1er janvier 1993, déboutés et exilés dont le retour dans leur pays d'origine comporte des risques pour leur vie ou pour leur liberté) ;
- des exclusions suscitées par la réglementation (étudiants en cours d'études, étrangers atteints d'une pathologie exigeant la continuité des soins médicaux, étrangers ayant une bonne insertion dans la société française ou justifiant d'une relation de travail, étrangers auxquels le titre de séjour n'a pas été renouvelé faute de domicile, victimes de la double peine : prison assortie d'une mesure d'éloignement).

Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Comité des sans-logis (CDSL), Droits devant, Emmaüs France, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Groupe d'Information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), Ligue des droits de l'homme (LDH), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Secrétariat de la pastorale des migrants, Service ecuménique d'entraide (CIMADE)

des papiers pour tous...

A chacun son antifascisme

SOYONS CLAIRS dès le départ : les anarchistes ont combattu et combattront le fascisme.

Cependant, le FN semble vraiment utile à certains. S'il n'existerait pas il leur faudrait l'inventer! De Juppé, Seguin, Toubon à Jospin, Hue, Voynet... tous sont de féroces antifascistes et antiracistes en paroles.

Ce mois-ci, même Raymond Barre s'est fendu d'une déclaration dans le journal « Lyon-Mag » : « La logique de pensée du FN est raciste, discriminatoire, elle ne s'inscrit pas dans la démocratie et dans les traditions de la République » (le concept clé du consensus).

Nous rappellerons simplement que ce monsieur, lorsqu'il était premier ministre de la République, en 1979, proposait de renvoyer chez eux 500 000 immigrés en cinq ans, la moitié de façon volontaire! (non-renouvellement des titre de séjour). Mais, excusons-le, à son âge, la mémoire vacille, il est vrai. Aujourd'hui le monde politique fonctionne en miroir. Chacun a son bouc émissaire. Le Pen a les Arabes, droite et gauche (cette dernière constellée de satellites verts ou rouges trotskistes) ont leur Le Pen. Pendant ce temps-là, le rôle de l'État dans ces choix économiques et surtout son contrôle social sur les individus est ainsi occulté. Il deviendrait même la barrière antifasciste quand il s'habille en République! Gauche et

La création des comités de vigilance contre l'extrême droite (qui auront bientôt leurs badges) servira donc de tremplin électoral. La recette a un goût de déjà connu. Rappelons-le : en 1984, pour masquer la rigueur et ses plans drastiques, le PS invente et finance SOS Racisme. L'antiracisme culturel de celui-ci fait écran à l'apartheid social qui, lui, ne cesse de se développer dans les banlieues.

En 1986, Mitterrand, crée la proportionnelle pour permettre au FN d'entrer au Parlement, jouant sur l'antifascisme et les rapports douteux droite-FN. En 1996, le PS ressort son jouet antifasciste, Martine Aubry ayant commencé le boulot avec son livre sur les manières de lutter contre l'extrême droite! Le ridicule ne tuant pas, plus la ficelle est grosse et plus elle attrape des nageurs, la LCR s'y engouffre même! Pour voir à quel point cette stratégie électorale sur le mythe de l'antifascisme se met en place, observons ce qui se passe dans une ville comme Lyon.

Le 11 novembre, la caravane des sans-papiers passait dans la ville (avec 45 de Saint-Bernard). Un meeting de soutien organisé par le « collectif unitaire permanent sur les sans-papiers » (créé fin août avec 26 organisations) avait lieu à 18 heures à la Bourse du travail de Villeurbanne. Vingt personnes seulement étaient présentes! Où étaient



dessin paru en 1985...

l'État français à qui il faudrait apporter un blanc-seing, pour lutter contre la peste brune. Question : les matraques, les haches, les flingues des tuniques bleues de l'État respectent-elles la démocratie? Si on enlève les masques, enlèvenz-les tous! Désolé mais il n'y a pas à choisir entre la peste et le choléra. Mais le pire n'était pas atteint. En vue de préparer la manif nationale

Certes, notre positionnement sur un antifascisme, anticapitaliste et anti-étatique peut nous isoler sur l'échiquier politique de gauche vu que désormais le « bloc radical » (PC, Verts, LCR) se retrouve face à nous. De plus, notre abstention lors des élections risque de nous faire passer non seulement pour des diviseurs, mais encore plus pour des « responsables » de la montée éventuelle du FN.

Par conséquent, il nous paraît indispensable d'élaborer analyses et pratiques pour les mois à venir. Analyses qui, concernant le fascisme et le post-fascisme, passent par plusieurs vecteurs, à rappeler :

- que le fascisme n'est pas le contraire absolu de la démocratie, il n'est pas inséparable d'elle;
- que les élections ne garantissent pas la défaite du fascisme (voir l'histoire de l'Allemagne et de l'Italie);
- que le nationalisme n'est pas le privilège du fascisme. Il existe certaines convergences idéologiques avec le socialisme autoritaire (rôle de l'État fort, du concept Nation, voir l'anti-Maastricht du PC et du FN par exemple);
- que le fascisme procède lentement et maintient des formes démocratiques plus ou moins de façade (cf. Toulon, Orange) donc toute diabolisation empêche une riposte réelle à la hauteur de danger;
- que le fascisme ne se confond pas avec un parti politique (même le FN). C'est une forme particulière du capitalisme et de l'État. Certains élus républicains, de droite ou de gauche, ont des pratiques tout aussi fascisantes que le FN!
- que le front antifasciste (proposé par la gauche) même souvent, dans sa version électorale à l'élection de candidats de droite (souvent proches du FN) qui appliqueront les lois antisociales de l'État!

Que faire?

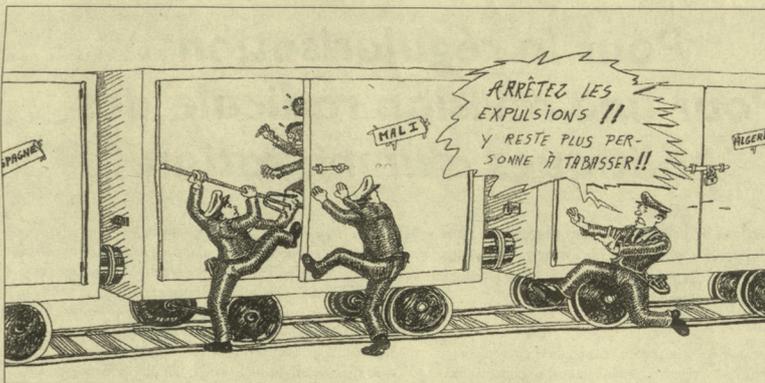
Si le péril brun est latent tout n'est pas encore joué pour l'instant. Quelles doivent être nos pratiques à nous anarchistes!

Éviter, nous semble-t-il, de tomber dans la surenchère émotionnelle et de diaboliser un peu plus le FN. Par contre, vu l'état du mouvement ouvrier actuel, notre combat idéologique est vraiment d'actualité. Notre participation dans les luttes sociales avec notre propagande est vitale. Rien ne servirait pour l'instant d'aller casser du FN. C'est dans les têtes qu'il faut progresser, si nous voulons peser un tant soit peu dans un futur mouvement social.

La « recherche » de la gauche avant le bouclage définitif laisse encore place au débat à la base sur beaucoup de questions sociales. Alors, même si nous ne sommes pas dans leurs comités ou collectifs contre l'extrême droite, participons à leurs rassemblements avec notre position anticapitaliste et anti-étatique. Montrons sur le terrain syndical que c'est faute de perspectives de rupture avec le système capitaliste que le FN profite de la misère sociale grandissante liée à la rapacité du patronat, soutenu par l'État.

Enfin, tentons, partout où nous le pouvons, d'être à l'initiative d'actions. Plus les élections approcheront, plus notre « gôche » délaissera certains secteurs non « porteurs » (immigration, avortement...), alors n'hésitons pas à prendre notre place. Se battre à la fois contre l'imposture de la démocratie et contre le fascisme sur une base de lutte de classes, tel est notre travail d'anarchistes. Difficile, certes, mais le seul qui puisse tenter de faire barrage à la barbarie. En tout cas, nous n'accepterons jamais de tenter de faire revivre un système qui s'essouffle, tel que le fait l'extrême gauche aujourd'hui, abandonnant une position révolutionnaire pour un lifting pro-social-libéralisme porteur de futures désillusions, donc de développement à court terme du péril brun... A chacun son antifascisme, à chacun ses responsabilités!

Jaime, - groupe Kronstadt Lyon



droite, aux commandes de l'État ou de gauche? Logique puisque les revendications des sans-papiers gênent de fait le PS et le PC, vues leurs positions vis-à-vis de l'immigration et qu'après tout, un sans-papier, ça ne vote pas.

L'enjeu électoral

Les élections de 1998 se rapprochant, les projets de la gauche se « peaufinant », il lui faut remobiliser à tout prix son électorat dont l'absentéisme notoire (vu la déception!) est une raison de la montée électorale du FN (toutes les analyses socio-politiques des scrutins le confirment). Les jeunes cadres dynamiques du PS (Julien Dray, Harlem Désir et Compagnie...) ont trouvé le créneau porteur : l'antifascisme!

Par contre, le FN tenait un colloque sur l'écologie le 17 novembre et là, comme par hasard, un « collectif unitaire contre le fascisme » se crée vite à l'appel des Verts et de Ras-le-Front (dont feront partie peu ou prou les classiques 26 orgas, mais moins la FA et la CNT). Un tract fut tiré par ce collectif appelant à un regroupement (300 personnes). Ce tract au titre de « Bas les masques » rappelle, bien sûr, que derrière le FN se cache un parti raciste (merci, personne ne le savait) mais insiste, surtout, sur le fait que le FN menace la démocratie et ses trois piliers Liberté, Égalité, Fraternité (et oui, avec des majuscules), garants de la République. Bref une apologie de

de soutien aux sans-papiers du 30 novembre, le collectif unitaire permanent réuni le mardi 12 novembre, décida de ne pas envoyer de car sur Paris, ni d'organiser une manif à Lyon, au prétexte qu'il n'y avait pas assez de temps pour mobiliser en quinze jours! Mais la Fédération anarchiste en prépare une, le 30 novembre à 15 heures, place Bellecour. C'est clair, FN, sans-papiers; deux poids deux mesures pour nos antifascistes et antiracistes de gauche. Anarchistes, positionnons-nous clairement par rapport à cette mouvance antifasciste. Boycottons ces comités ou ces collectifs contre l'extrême droite. Nous ne combattrons pas le péril brun en faisant la courte échelle électorale de ceux qui jouent avec lui et l'ont laissé se développer par leur social-libéralisme (qui d'ailleurs dans l'histoire a souvent été l'antichambre du social-nationalisme, ne l'oublions pas!).